

LE F.L.N. S'ORGANISE / LA MISSION K.



POLICE ET PACIFICATION

Jean FONTUGNE

DANS les derniers jours du mois de janvier 1957, alors que s'ouvre la « bataille » ou, plus précisément, les opérations de nettoyage dans la ville d'Alger, la politique générale intérieure du gouvernement semble approuvée par la majorité de l'opinion française.

C'est l'analyse des votes lors de l'élection d'un député dans le 1er secteur de Paris qui permet aux chefs des partis de tirer ces conclusions. Ils notent également que les récents événements de Budapest ont frappé l'opinion et entraîné une nette régression de l'audience du parti communiste.

En politique étrangère, les débats aux Nations unies pour régler la crise du Proche-Orient retardent de quelques semaines l'étude du dossier algérien. Le président Guy Mollet en profitera pour mettre au point, avec le ministre résidant Robert Lacoste, les décrets d'application de la loi-cadre qui seront présentés à l'Assemblée nationale le 3 février 1957.

Sur le plan militaire, le général Salan ne se borne pas à rétablir la sécurité à Alger, mais prépare activement les opérations de pacification de l'Algérie. Déclenchées dès la fin du mois, elles auront pour premier objectif de refouler les bandes rebelles de l'Algérie utile vers les zones inhospitalières.

« Bataille d'Alger » et opération « Pilote » seront menées de pair : semaine après semaine, la situation ne cessera de s'améliorer.

Il était temps. Le bilan des activités du F.L.N. arrêté par le commandement français, fin 1956, était lourd : 3 500 crimes ou méfaits sur l'ensemble du territoire en décembre, 4 000 pour le mois de janvier.

De son côté, le F.L.N., qui avait mis en place les structures administratives et militaires définies au « congrès de la Soummam » et qui connaissait la tendance favorable à son égard de nombreux délégués aux Nations unies, multipliait les tentatives d'insurrection généralisée, sans beaucoup de succès. L'échec de la grève générale en donnait l'illustration.

Ces activités, le plus souvent terroristes, permettaient, toutefois, de justifier, aux yeux de l'opinion métropolitaine, l'envoi de nouveaux renforts. Les effectifs globaux de l'armée française devaient être portés progressivement de 380 000 hommes, au début de l'année 1957, à 396 000.

Dans le même temps, la construction de barrages électrifiés aux frontières algéro-marocaine et algéro-tunisienne se poursuivait et l'Armée de libération nationale rendait compte des difficultés rencontrées pour acheminer l'armement à l'intérieur de l'Algérie.

J. F.

SOMMAIRE N° 223 :

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. - Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

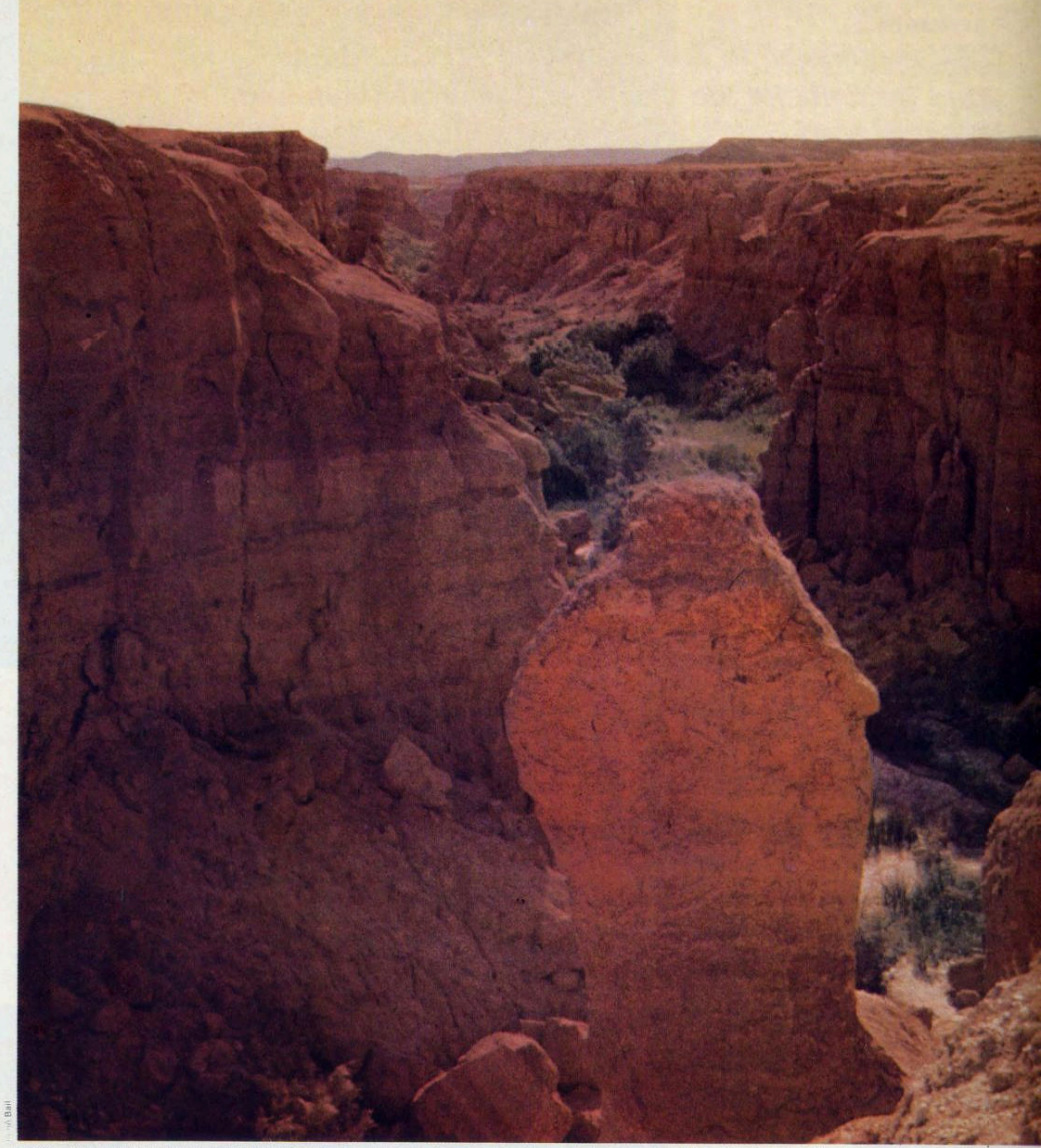
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo G. Maffait.



Substituer une administration parallèle à l'administration française, pour gommer le pouvoir officiel, c'est ce que fait le F.L.N. de 1954 à 1956. Tâche facile dans les régions perdues.

LES REBELLES ET LE PEUPLE

Dans les guerres modernes, la victoire revient à celui qui a judicieusement employé la propagande plus qu'à celui qui a rationnellement employé ses armes.
(*El-Bacaïr*, hebdomadaire de l'Association des ulémas, 1956.)

1955-1956, deux longues années pendant lesquelles la rébellion ne cessa de progresser dans ses actions guerrières ou terroristes et surtout de se développer dans son organisation interne, dans son

O.P.A. : organisation politico-administrative du F.L.N., arme essentielle de toute guerre révolutionnaire



◀ Donner à leur armée toutes les apparences de la force et du nombre. Les dirigeants de la rébellion s'y emploient. Il faut des armes, des uniformes, des cadres, un service sanitaire et un peu d'instruction...

René Vautier



Vivre parmi les ▶ gens des douars ou des villages de Kabylie. Y jouer le rôle de l'armée du peuple. Endoctriner les populations avec « ses idées au bout d'un fusil », puisées dans les manuels.

René Vautier

infrastructure. Du Constantinois, où elle éclata, elle gagna rapidement la Grande Kabylie, puis, progressivement, tout l'Algérois et, enfin, l'Oranie.

De l'est à l'ouest, l'insécurité régnait partout, non seulement dans les douars, sur les pistes du bled, sur les grands axes de communication, routes et voies ferrées, mais aussi dans les agglomérations.

Cette progression de la rébellion est matérialisée dans ce que nous appelions la courbe de température de l'Algérie, qui atteignit son maximum dans les premiers jours de janvier 1957. Cette courbe était établie en reportant chaque mois sur un graphique la somme de tous les méfaits commis par les rebelles, soit contre les forces de l'ordre (embuscades, harcèlements de postes, attaques de convois), soit contre les civils indigènes ou européens (assassinats, mutilations, enlèvements), soit contre les biens privés ou publics (sabotages, destructions, incendies).

La population autochtone échappait de plus en plus au contrôle des autorités, qui se heurtaient à un mur de silence. Aucune coopération de la part des musulmans n'était possible. Les rares « vieux fidèles », anciens combattants notamment, qui s'y risquaient payaient immédiatement de leur vie ou d'une mutilation infamante leur imprudence.

La courbe de température de l'Algérie atteignit un niveau plus qu'inquiétant en janvier 1957, avec 4 000 crimes ou méfaits, puis, brusquement, la température du malade baissa régulièrement ; en novembre 1957, elle était revenue au niveau de décembre 1955 avec 1 500 méfaits, alors qu'à cette dernière date, la moitié seulement de l'Algérie était concernée par la rébellion.

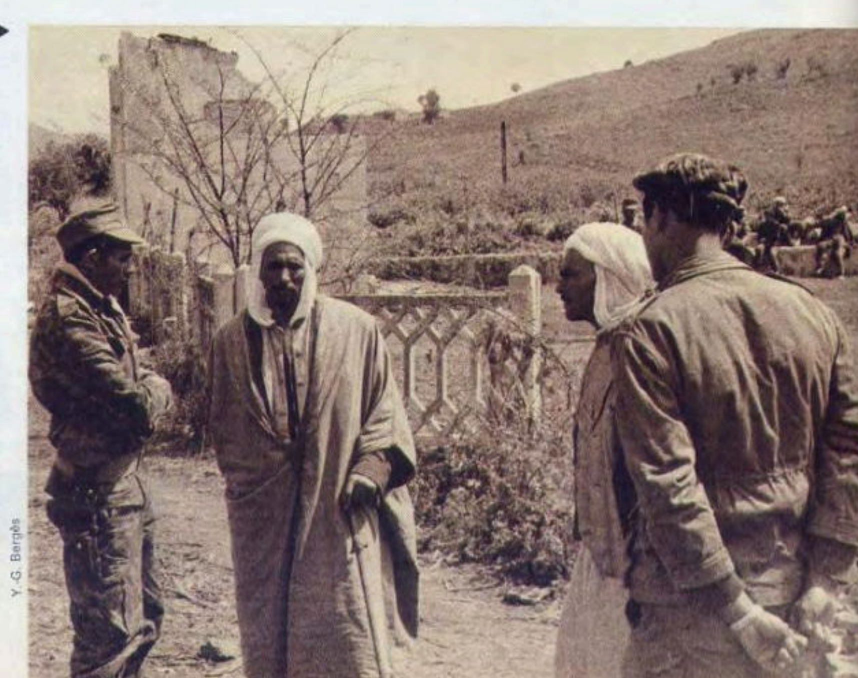
On pouvait alors espérer une guérison relativement proche sous réserve, toutefois, que des facteurs psychologiques étrangers au traitement appliqué au malade ne vinssent pas en compromettre l'efficacité.

Ce traitement progressivement mis au point comprit trois remèdes associés : les deux premiers destinés à détruire le virus rebelle, à savoir l'*action policière* et la *contre-guérilla*, l'autre destiné à redonner la santé au malade et qui était la *pacification*.

Pendant longtemps on s'interrogea sur la nature exacte de ce virus, c'est-à-dire sur la vraie nature de la rébellion, afin de la contrebattre par une parade efficace. Pendant longtemps, en effet, pour tenter de vaincre la rébellion, l'accent avait été mis essentiellement sur l'action militaire contre les groupes armés rebelles dans le cadre juridique du

Tenue camouflée, ▶ pataugas et couvre-chefs disparates. Les musulmans du bled regardent surgir ces nouveaux soldats qui leur parlent d'indépendance et qui ressemblent à des harkis. S'implanter parmi les civils, gagner leur confiance, puis leur complicité, venir prendre, la nuit, le relais des Français, qui sont les maîtres durant la journée.

Y. G. Bergès





René Vautier

maintien de l'ordre en temps de paix. Cadre juridique amélioré par la loi d'urgence d'avril 1955, puis par la loi sur les pouvoirs spéciaux de mars 1956. C'est lentement et par le recoupement de renseignements fragmentaires que l'on comprit que la rébellion n'était pas seulement le fait de groupes armés semant la terreur dans la population par des assassinats ou des massacres collectifs comme ceux du 20 août 1955 et s'attaquant sporadiquement aux forces de l'ordre. Il devint évident que les groupes armés n'étaient que l'un des moyens de la rébellion et non — et de loin — le principal, mais que dans l'ombre de la clandestinité se mettait en place toute une organisation politico-administrative obéissant aux meilleurs principes marxistes de cloisonnement et de secret et dont les buts étaient la prise en main rigoureuse de la population indigène par les moyens classiques de l'endoctrinement et de la terreur et la création d'un irrémédiable fossé entre les communautés musulmane et française.

Pour les forces de l'ordre, il s'agissait alors d'acquérir une connaissance approfondie de cette organisation occulte afin de la détruire.

En janvier 1956, une étude (n° 89 EMM/CRO) du ministre résidant attira l'attention sur l' « organisation politico-administrative » que les rebelles avaient réalisée dans certains douars et s'efforçaient de généraliser. Ce document analysait les buts de cette organisation : assurer l'emprise sur la population; réaliser un support financier et logistique; organiser le recrutement; constituer avec la population « organisée » un écran contre l'infiltration d'agents de renseignements tout en disposant d'un réseau sur place d'espions et d'agents de liaison et de transmission.

Puis deux notes de la Xe région militaire du 18 juin et du 27 juillet apportèrent des renseignements complémentaires sur l'organisation rebelle.

Le commissaire politique

Enfin le 18 juin 1956, le ministre résidant Robert Lacoste adressa une directive particulière concernant la lutte « contre l'organisation politico-administrative rebelle, qui est l'infrastructure même de la rébellion, qui assure son emprise sur la population musulmane par la mise en place d'une administration complète et procure aux bandes armées ravitaillement, protection, renseignements et recrutement ».

Alors que cette directive parvenait à ses destinataires, les principaux chefs de la rébellion, arrivant de toutes les régions d'Algérie, se rassemblaient quelque part dans la vallée de la Soummam et ouvraient, le 20 août, le fameux « congrès » qui, en vingt jours de travail et de discussions, élabora la plate-forme politique de la rébellion et codifia toute l'organisation politique, administrative et militaire du F.L.N. C'était en quelque sorte la charte de la rébellion

Ainsi des structures précises étaient substituées aux organisations existantes, que des inspirations diverses et des initiatives locales risquaient de rendre anarchiques.

Les principes fondamentaux définis au « congrès de la Soummam » ont été abondamment diffusés par la propagande du F.L.N. et en particulier par son journal clandestin, *El-Moudjahid.*

Ils furent repris et commentés par les bulletins intérieurs des wilayas et de la zone autonome d'Alger. En particulier, le bulletin d'août de cette zone les développa en insistant sur les garanties que présentait la *direction collégiale* contre le danger d'erreurs personnelles et aussi contre le *culte de la personnalité* et la *déviation.* Ce bulletin soulignait en outre l'intérêt de *l'autocritique*, et ce, dans les termes suivants :

« La révolution est une création continue qui demande toujours une *action-pensée* et une *pensée-action*, c'est-à-dire que chaque acte nécessite une critique. Nul n'est infaillible, chez nous, du simple militant au plus haut responsable. Cette *autocritique* doit être sincère et accomplie dans la foi patriotique. »

Plus loin, le bulletin insistait sur « le rôle pilote du *commissaire politique*, chargé de l'éducation du peuple, activité qui constitue le véritable test de l'action révolutionnaire ».

Efficacité dangereuse

Direction collégiale, culte de la personnalité, déviation, autocritique, commissaire politique, pensée-action et action-pensée ne sont pas des termes empruntés au folklore algérien. Ils sont le reflet de l'influence profonde exercée par le marxisme sur les cerveaux de la rébellion algérienne.

Ainsi, vingt-deux mois après la Toussaint sanglante de 1954, la rébellion, uniformément structurée, prenait son visage définitif. Elle y gagnait, certes, en efficacité, mais, en contrepartie, elle nous donnait une connaissance approfondie de son organisation et de ses méthodes. Cette connaissance irréfutable non seulement dessilla les yeux à ceux — et ils étaient encore nombreux aux différents échelons de la hiérarchie civile et même militaire — qui refusaient de voir dans l' « affaire algérienne » une entreprise de guerre subversive totale, mais surtout elle permit de mettre au point la parade.

On comprit que la pacification, telle qu'elle était entreprise dans certains secteurs, apparemment plus calmes que d'autres parce que non parcourus par des bandes armées, ne pourrait pas procurer de résultats durables tant que n'y auraient pas été détectées et détrui- ▶

RESISTANCE ALGERIENNE

ORGANE DE L'ARMEE ET DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE

N° 5 — 12 PAGES ★ LUNDI 29 Avril 1957 ★ 30 FRANCS ★ EDITION C

Le gouvernement français fait massacrer, torturer et mutiler des dizaines et des dizaines de milliers d'algérien-

SOMMAIRE

EDITORIAL : L'ASSASSINAT D'UN PEUPLE

▲ Pour la propagande tous les mots sont valables.

▼ Entraînement A.L.N. dans un camp au Maroc.

tes toutes les cellules clandestines de l'organisation politico-administrative.

Tenter de reprendre contact avec la population, essayer de l'organiser et de la faire coopérer dans une zone où subsistent des commissaires politiques, des propagandistes, des collecteurs de fonds, des tueurs, revenait à vouer cette malheureuse population, prise entre l'enclume et le marteau, aux pires représailles. Voici un exemple pris entre beaucoup d'autres : celui du village d'Ioun-Dagen, en Petite Kabylie, où un Français musulman, l'ancien sénateur Ourabah, avait, en 1956, en liaison avec l'armée, organisé l'autodéfense de son village et levé une harka de plusieurs centaines d'hommes. Tout le monde se félicitait de cette réussite locale. Or, peu après, le village, encerclé dans la nuit par les maquisards du sanguinaire Amirouche, fut totalement détruit et la population entière, hommes, femmes et enfants, massacrée. Le bilan des pertes était lourd : 1 000 à 1 200 morts.

D'autre part, l'expérience, maintes fois renouvelée, avait démontré que s'attaquer aux bandes armées rebelles sans avoir démantelé l'O.P.A. au préalable ou au moins simultanément, était un leurre. Autant de bandes détruites (et elles le sont rarement en totalité), autant de bandes nouvelles à bref délai, le recrutement forcé donnant des effectifs sans cesse renouvelés.

Détruire, construire : deux termes qui symboliseront à l'avenir la politique à suivre par les forces de l'ordre.

Détruire, c'est d'abord déceler, démanteler, puis anéantir l'armature politico-administrative rebelle, cerveau et système nerveux de la révolution. C'est par elle que la masse de la population est, de gré et plus souvent de force, prise en main, endoctrinée, cloisonnée, rançonnée, terrorisée, prise dans un filet aux mailles serrées dont elle ne peut s'évader. Arracher ce filet, détruire cette organisation tentaculaire, c'est rendre à la population sa liberté, la libérer de la contrainte morale et physique qui l'oppresse, la dépouiller de ce manteau de peur qui la paralyse.

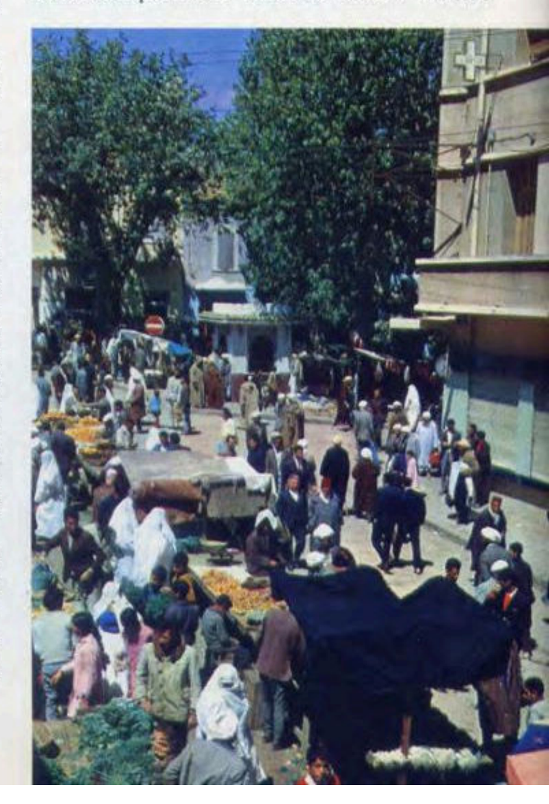
Cette tâche primordiale des forces de l'ordre était, certes, la plus difficile car elle a un caractère plus policier que guerrier et nos troupes n'y étaient pas préparées. Elle réclamait le concours de toutes les forces de l'ordre, forces armées et forces de police et de tous les services de renseignements civils et militaires. La police seule, en effet, avec ses effectifs dramatiquement insuffisants en Algérie, n'était pas en mesure de mener à bien cette tâche. C'est pourquoi, sur ordre du ministre résidant Robert Lacoste, l'armée dut se lancer dans l'action policière.

Creuser le fossé de la méfiance et de la peur

Mission déjà difficile à remplir dans le bled, mais combien plus encore dans les grands centres urbains comme Alger, où le C.C.E. avait décidé de porter tout son effort en déclenchant un terrorisme aveugle visant tout particulièrement les Européens afin de creuser toujours davantage le fossé de la méfiance et de la peur entre les deux communautés. Fin 1956, une insécurité totale régnait dans les rues et les lieux publics de la capitale algérienne, où dans le seul mois de décembre, les attentats à la bombe, à la grenade ou au revolver avaient fait 144 victimes.

Le 7 janvier, Robert Lacoste fit mettre la 10[e] division de parachutistes du général Massu aux ordres de Serge Barret, préfet igame d'Alger. Ordre était donné de détruire coûte que coûte l'organisation terroriste. Les plus larges pouvoirs furent délégués à la 10[e] D.P.

On imagine les difficultés d'une telle mission, je le répète, nouvelle pour l'armée : s'attaquer à un ennemi clandestin, en civil, qui opère dans l'anonymat d'une grande agglomération. Le processus peut être sommairement et très schématiquement résumé ainsi : mettre





Chauvin-Bothaud

Dans l'armée française, près de 200 000 musulmans formeront un jour les effectifs des « supplétifs » : harkis, moghazni et G.M.S. (groupes mobiles de sécurité).

la main sur un agent F.L.N. connu; connaître par lui les membres de sa cellule; en capturer le chef; remonter de proche en proche la filière de l'organisation locale jusqu'à la tête. Pour cela, perquisitionner de jour comme de nuit, arrêter, interroger, pour obtenir sans délai, et avant que l'alerte soit donnée, le renseignement indispensable à la poursuite de l'action et à la mise hors d'état de nuire des équipes de poseurs (ou poseuses) de bombes, de fabricants d'explosifs, de tueurs.

Certes, dans l'exécution d'une mission si délicate et si impérative, il y eut des « bavures », autrement dit des faits regrettables malgré les directives du commandement, qui s'efforça de maintenir cette action policière dans des limites humaines compatibles avec la mission reçue :

« Cette forme de lutte s'apparente aux opérations policières caractérisées par la discrétion et la soudaineté dans l'exécution. La gamme des moyens est suffisamment étendue pour permettre un choix rigoureux dans les procédés d'exécution. Leur limite d'application réside dans le respect de la dignité humaine. En d'autres termes, doit être interdit tout procédé qui marquerait irrémédiablement l'individu, moralement et physiquement. » (Directive du général commandant le corps d'armée d'Alger, nº 192/CAB/S du 27 mars 1957.)

◀ Le forum. Un marché. On n'y distingue plus un innocent d'un terroriste. Ce qui se dit, entre un marchand de légumes et l'acheteur, qui peut le déceler ? Que d'attentats se sont produits sur ces marchés !...

Propagande-Torture

Si ces directives ont parfois été outrepassées dans le feu de l'action, dans la hâte d'obtenir à temps le renseignement recherché pour éviter de nouveaux massacres, cette hantise du renseignement explique, si elle n'excuse pas, ces abus dans les procédés d'interrogatoire. Cependant, que l'on ne croie pas que ce que l'on a appelé « torture » ait jamais eu la généralisation que l'on a bien voulu lui donner.

Mais ce qu'il faut savoir, c'est que l'exploitation de certains faits regrettables a été orchestrée d'une façon remarquable tant sur le plan local qu'en métropole et à l'étranger. Il est intéressant, à ce sujet, de connaître les consignes diffusées par les responsables du F.L.N. Laissons-leur la parole en reproduisant, *in extenso*, ces consignes telles qu'elles furent publiées dans le bulletin clandestin de la Fédération F.L.N. de France et dont certains journaux firent état dans leurs informations du 17 septembre 1959 :

Pour ceux de nos frères qui seront arrêtés, il convient de préciser l'attitude qu'ils devront adopter. Quelle que soit la façon dont le patriote algérien sera traité par la police, il devra, en toute circonstance, quand il sera présenté devant le juge d'instruction, dire qu'il a été battu et torturé. *Il devra mentionner qu'on a fait passer du courant électrique dans son corps. Il devra dire qu'il a été brûlé avec des cigarettes et battu avec un nerf de bœuf, sans donner trop de détails qui risqueraient de le faire se couper. Il devra inlassablement répéter la même chose.*

Le patriote algérien arrêté ne devra pas ▶

F. Chauchet

combat auquel l'armée finit par s'adapter

hésiter à se brûler lui-même *quand il est seul et à se donner des coups contre le mur, une table ou un bat-flanc, de façon à montrer au juge les traces. Il ne devra jamais se confier à un avocat qui lui aura été désigné d'office, mais il devra parler à l'avocat que le Front lui aura envoyé. Il ne devra* jamais hésiter à accuser la police de tortures et de coups. *Ceci a une très grande influence sur le juge et les tribunaux.*

Au cours de réunions d'information, tous les responsables doivent insister auprès des frères sur ces consignes qui sont impératives. Que chaque responsable qui aura connaissance de ces instructions les diffuse largement mais verbalement dans les réunions. Il convient de les apprendre par cœur et de les détruire après.

Ce texte se passe de commentaires, disons seulement qu'il aide à expliquer la virulence de la campagne de critiques et de dénigrement qui s'est déchaînée contre les forces de l'ordre non seulement du fait de tous ceux qui cherchaient à aider le F.L.N. par tous les moyens, mais également du fait de nombreux esprits droits et bien intentionnés abusés par tant de mensonges.

Détruire cette organisation politico-administrative et par là même vaincre le terrorisme était bien la mission n° 1 des forces de l'ordre. Le F.L.N., en effet, était conscient de la faiblesse de ses moyens pour constituer une véritable armée de libération ainsi que le Viet-Minh avait pu le faire avec l'aide de la Chine ; il avait, en particulier, de grandes difficultés à se procurer des armes autrement que par ses « prises de guerre ». Lorsque, enfin, les fournitures en provenance de l'étranger prirent une certaine ampleur, il eut toutes les peines du monde à les faire entrer en Algérie. C'est qu'entre-temps des barrages avaient été édifiés aux frontières, sur 250 kilomètres face au Maroc et 300 kilomètres face à la Tunisie ; de plus, les côtes étaient étroitement surveillées par la marine.



E.C.P.A.

Le général Allard : une longue carrière militaire en Afrique, en Italie, en France, en Indochine puis en Algérie.

En 1956, on évaluait à 1 000 ou 1 200 le nombre des armes qui pénétraient chaque mois en Algérie ; en 1957, ce chiffre était inférieur à 500.

Restait au F.L.N. l'arme des hors-la-loi, l'arme révolutionnaire par excellence et, de surcroît, peu coûteuse : le terrorisme.

Terrorisme sur la plus vaste échelle

La guerre d'Algérie est certainement, de toutes les guerres subversives nées après 1945, celle qui employa le terrorisme sur une aussi vaste échelle, ce qui explique les difficultés et la complexité des missions des forces de l'ordre et aussi les réactions devant tant de sauvagerie.



◀ **La contre-guérilla, qui va se développer et, finalement, battre la guérilla sur son propre terrain, est d'autant plus chargée de difficultés que ce terrain est en majorité montagneux et que les « fells » sont de redoutables coureurs de djebels. Ils ont parfaitement assimilé les principes mêmes de leur combat : harceler, disparaître, refuser le combat inégal. Pour les dénicher, il fallut les hélicoptères.**

Tainon

Détruire, c'était aussi pourchasser et anéantir les bandes armées. Bandes armées, ce terme, consacré par l'usage, est un bien grand mot pour définir ces groupes de *djounoud* (réguliers de l'A.L.N.) qui comprenaient le plus souvent la valeur d'une firka (section) de 30 à 35 hommes, éclairés par un certain nombre de *moussbilin* (supplétifs locaux) servant de guetteurs et d'auxiliaires, et plus rarement la valeur d'une katiba (compagnie) d'une centaine d'hommes. Ces unités, bien entraînées et armées, légères, très mobiles, se déplaçant sans cesse, vivant sur le pays, avaient bien assimilé la tactique de la guérilla, qui implique de ne jamais s'attaquer à plus fort que soi, de rompre et se disperser en cas de rencontre avec des forces supérieures, de n'affronter l'ennemi que du fort au faible, par des actions aussi brutales que rapides (l'embuscade, en particulier), et d'utiliser la complicité de la nuit pour décrocher.

La destruction de ces bandes revêt toutes les formes d'action de la contre-guérilla, avec toutes les difficultés que cela implique dans un pays en majorité constitué de montagnes, au relief tourmenté et souvent boisé. Elle réclame des unités légères, bien entraînées, endurcies à la fatigue, ne craignant pas les actions de nuit. Comme l'action policière, l'action de contre-guérilla est à base d'exploitation de renseignements dont la meilleure source est la population.

Nos unités de l'ancienne armée d'Afrique, légionnaires, tirailleurs, spahis, étaient particulièrement aptes à ce genre de guerre ainsi que les parachutistes, troupe de choc, très entraînée et fortement encadrée ; en revanche, les bataillons venant de métropole, à base de militaires du contingent, hâtivement instruits et souvent sous-encadrés, étaient plus aptes à tenir des postes et à assurer des missions de protection plus ou moins statiques qu'à courir après les bandes. Il leur manquait, en particulier, l'appoint d'unités supplétives indigènes en nombre suffisant que les progrès de la pacification allaient bientôt leur donner, comme ils allaient donner à tous le renseignement frais et exploitable qui, à l'époque, faisait encore trop souvent défaut.

En moins d'un an, bilans positifs

Action policière et action de contre-guérilla, bien coordonnées dans une zone donnée, devaient permettre d'entreprendre, sur un terrain assaini, la tâche *constructive* de pacification qui, ramenant la confiance dans la population, l'inciterait à s'engager aux côtés des forces de l'ordre et de l'administration pour coopérer à l'œuvre de rénovation du pays.

Ainsi, deux ans après le début de la rébellion, l'armée, qui, à l'origine, ne devait que prêter son concours, sur réquisition de l'autorité civile, pour le rétablissement de l'ordre, se vit, par la force des circonstances, confier des missions de plus en plus nombreuses et délicates.

Elle s'y consacra pleinement et les résultats obtenus en moins d'un an attestent qu'elle fut digne de la confiance qui lui avait été accordée. **H**

Général Jacques ALLARD

F. Chauchet



Contre la ▶ propagande du F.L.N., la pacification française. La paix dans la guerre, le baume sur les plaies. Une tâche constructive. La présence permanente, la scolarisation, l'assistance médicale. Nourrir ceux qui ont faim. Jamais mots ne furent plus vrais.

L'EXÉCUTIF DU F.L.N. EST DANS ALGER

Nouvellement élus par le « congrès de la Soummam», les membres du C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), véritables dirigeants de la révolution, avaient décidé de siéger à Alger où ils pensaient avoir une plus grande emprise sur les militants du F.L.N., de meilleures liaisons et surtout parce qu'ils étaient persuadés que la capitale était propice à la clandestinité totale, avec ses « planques », ses « caches » multiples, ses nombreux agents de liaison perdus dans la masse et les protections de toute sorte dont ils pourraient bénéficier. Et puis siéger à Alger, c'était aussi être au cœur de l'Algérie et y appliquer la guérilla urbaine, aussi importante à leurs yeux que les combats et les actions dans les djebels.



Le « congrès de la Soummam » a levé ses assises et les nuages de l'automne coiffent le Djurdjura *(au fond)*. La Kabylie se referme sur l'atroce intimité de ces villages, où la guerre révolutionnaire prend un profil de guerre civile. Cette guerre, elle va se déployer à Alger. Le C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), exécutif du F.L.N., s'y est installé. Les paras arrivent. En moins de trois mois, il sera chassé de la ville confiée pour quelques semaines à Yacef. ▶

Chauvin-Buthaud

Ben M'Hidi, Abane, Krim, Dahlab et Ben Khedda se réunissaient le moins possible. Ils tinrent leurs premières réunions chez Rachid Amara, dans une grande villa du boulevard du Telemly. En plein centre du quartier européen, les cinq chefs suprêmes du F.L.N. se sentaient en sécurité. Ils avaient poussé très loin les mesures de prudence : chacun ignorait l'adresse personnelle des autres. Ils se contactaient par tout un réseau d'agents de liaison. Krim habitait tantôt boulevard Saint-Saëns, tantôt chez Evelyne Lavalette, rue Daguerre, dans un appartement loué par le père de l'ancien champion de tennis Robert Abdesselam. Ben M'Hidi aimait mieux vivre à la Casbah, où il se trouvait plus proche de ses hommes. Abane logeait chez le docteur Pierre Chaulet ou boulevard Saint-Saëns. Dahlab changeait fréquemment d'adresse, utilisant certains appartements loués, avec l'argent du F.L.N., par des Européens du Front.

Guérilla dans les djebels et dans les villes

Les cinq hommes commencèrent par se répartir les tâches de la façon suivante : Ben Khedda se réserva les contacts avec les Européens et la direction de la nouvelle zone autonome d'Alger, détachée désormais de la wilaya 4; Dahlab, la propagande et la direction du journal *El-Moudjahid;* Ben M'Hidi choisit d'être responsable de l'action armée à Alger (il était donc le supérieur direct de Yacef Saadi); Krim s'attribua les liaisons avec toutes les wilayas, ce qui faisait de lui le chef d'état-major et le stratège de la lutte armée; Abane, enfin, devint le responsable politique et financier, c'est-à-dire, en fait, le nº 1, en dépit de la collégialité voulue par les « cinq ».

En ce mois de décembre 1956, le travail ne manquait pas au C.C.E., qui entendait relancer la lutte en renforçant l'organisation en hommes et en la dotant de structures et de théories nouvelles.

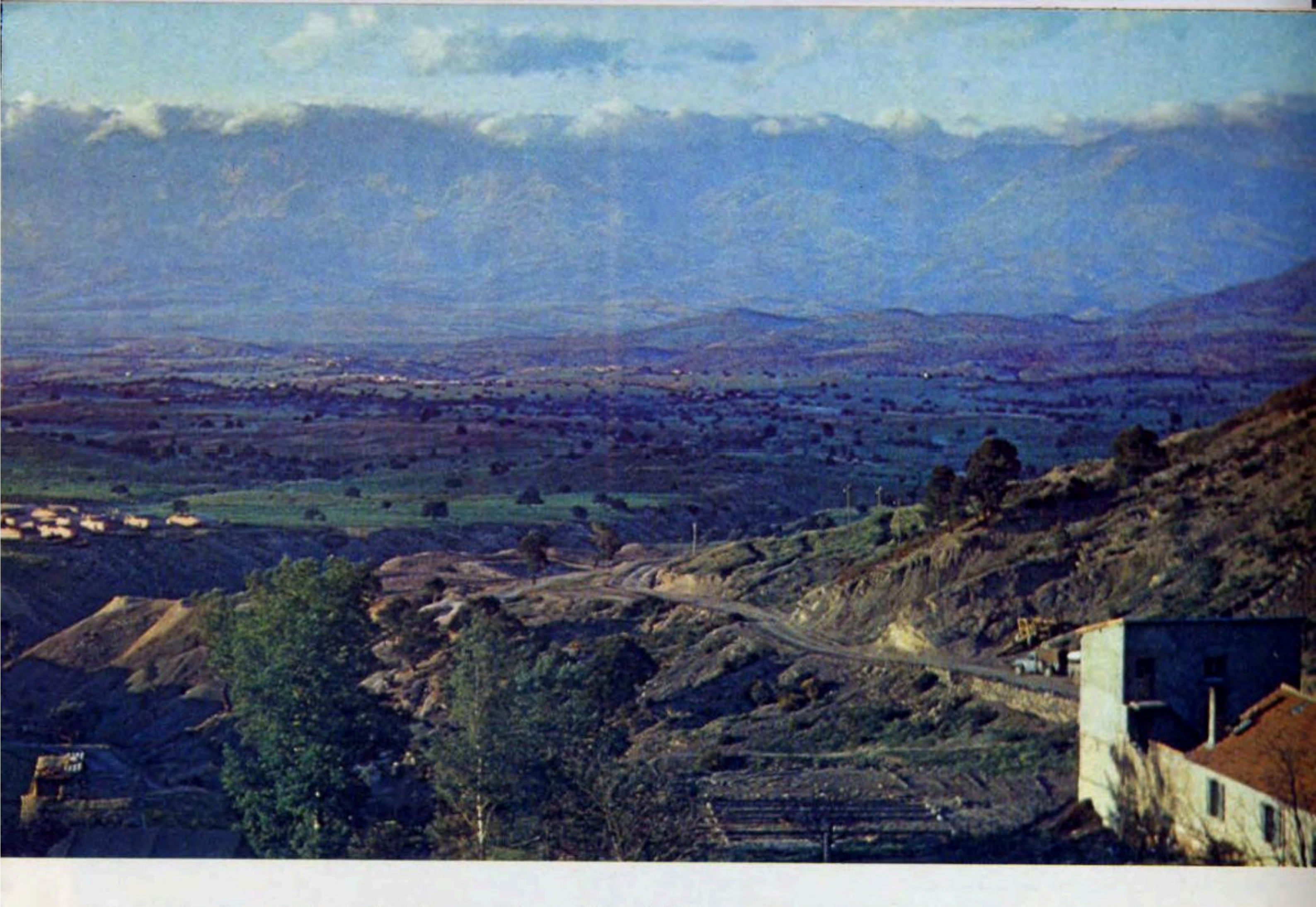
Abane surtout voulait clarifier la situation politique à l'intérieur du F.L.N., pour commencer, et au-dehors ensuite. Il était pressé d'appliquer dans tous les domaines les options du « congrès de la Soummam» et, ce faisant, il continuait de s'affirmer comme le leader de la révolution. N'ayant pas, du fait de son incarcération, participé au déclenchement du 1er novembre 1954, il avait été accablé en découvrant l'indigence politique du Front. Pour lui, il n'était plus question de ne se battre qu'autour du mot *indépendance*, mais d'y donner un contenu précis. Il fit approuver par ses camarades ce premier slogan qui, dans son esprit, devait être le credo et, du même coup, répondre aux propagandes ennemies : « Notre révolution n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington. »

En second lieu, le C.C.E. devait se



M.-E. Boucher

◀ **Dans ce boulevard du Telemly (qui donne ici, dans le chemin Laperlier), devenu un quartier résidentiel arabe *(la photo date de l'indépendance)* après avoir été un quartier résidentiel français, le C.C.E. a tenu de nombreuses réunions sans avoir été décelé par la police.**



prononcer sur les grandes orientations que devait prendre la guérilla dans les djebels et dans les villes. Pour le genre de lutte à mener dans les maquis, les cinq chefs n'eurent pas de difficulté à tomber d'accord (ils étaient convenus de prendre toutes leurs décisions à l'unanimité). Il ne pouvait être question de se battre « à la régulière », à visage découvert, avec un armement hétéroclite et pauvre, contre l'armée française.

Avec l'accord complet du C.C.E., Krim ordonna aux colonels des wilayas de commencer par bien obéir aux ordres stratégiques du C.C.E., leur laissant seulement le soin d'apprécier la tactique sur le terrain.

En outre, les colonels devaient renoncer aux opérations « romantiques » ou « suicidaires » et surtout faire régner dans l'A.L.N. une stricte discipline. Il ajouta que cette discipline devait être consciente, d'où l'utilité d'accorder une très grande importance au travail politique au sein de l'armée et du peuple.

Abane et Mao

Les maquisards ne devaient pas se contenter de livrer des combats ou de tendre des embuscades, ils devaient assumer le travail de propagande par la parole et par le tract, de village en village, de ferme en ferme, instruire les civils par l'intermédiaire des commissaires politiques et des auxiliaires civils de l'armée, redonner vie aux djemaas (assemblées des sages du village), lesquelles devaient s'approprier certains pouvoirs des caïds et de l'administration française : par exemple, pour régler des différends entre Algériens en lieu et place des tribunaux réguliers et même pour enregistrer naissances et mariages.

Les décisions du « congrès de la Soummam » entraient vraiment en application. Non seulement cette fameuse primauté de l'intérieur sur l'extérieur (acceptée par tous sauf par Ben Bella et certains de ses amis), mais encore celle des politiques sur les militaires. Abane Ramdane avait-il déjà lu le point de vue de Mao Tsé Toung sur la question? « Notre principe, déclare le leader chinois, c'est : le parti commande aux fusils, et il est inadmissible que les fusils commandent au parti. »

La guérilla urbaine posait d'autres problèmes qu'il était moins aisé de résoudre. Fallait-il donner le feu vert aux commandos de Yacef Saadi à Alger pour des attentats « à l'aveuglette » contre des civils européens ou bien s'en tenir à des attaques individuelles contre des « personnalités ennemies » ou contre des installations militaires et des casernes françaises?

Certaines décisions n'étaient pas agréables à prendre. L'aile libérale des Européens du Front avait fait connaître sa répugnance pour les attentats contre la population, mais on n'avait pas le choix et la célèbre réponse de Ben M'Hidi vaut à elle seule toutes les justifications. « N'avez-vous pas honte, lui demandait-on, de mettre des bombes dans les couffins de vos femmes? » « Donnez-moi vos bombardiers, répondit-il, je vous donnerai mes couffins. »

Le C.C.E. ne voulait pas rester impassible devant les attentats européens dits « contre-terroristes » : en pleine Casbah, l'explosion de la rue de Thèbes (10 août 1956) avait fait de nombreuses victimes. Elle était le fait de l'O.R.A.F. (Organisation de résistance de l'Algérie française), dirigée par Kovacs, qui n'en n'était pas à son coup d'essai.

Des militants terrorisés

Quant aux exécutions capitales des militants du Front, elles venaient de reprendre à la prison de Barberousse. De plus, Rabah Bitat, incarcéré précisément à Barberousse, avait réussi à faire passer au C.C.E. un message suppliant qu'on agît contre les gardiens de la prison qui torturaient les militants F.L.N. « C'est l'enfer, écrivait Bitat, les hommes sont battus à coups de barre de fer, il fait une chaleur horrible et on leur donne de l'eau salée. Le moral est à zéro, les militants sont terrorisés. »

Le C.C.E. avait pris sa décision : feu vert aux commandos de la zone autonome d'Alger!


L'ÉCHO D'ALGER

Vendredi 4 janvier 1957

15 FRANCS

HIER MATIN A L'AUBE DANS LE QUARTIER DU BEAU-FRAISIER

Quatre tueurs F.L.N.

qui venaient de lancer une grenade en prélude à une attaque sur Bab-el-Oued

abattus successivement après une chasse mouvementée

Les territoriaux les patrouilles de l'armée et de la police ont participé à l'action

A Bône l'assassin du juge Morlier a été abattu

Bombe à retardement dans un car d'Hydra :

Un mort, M. J. Chollet, de Sétif et 13 blessés dont 3 amputés

Six Européens, dont 3 femmes et un enfant, massacrés dans la micheline Oran-Relizane

Deux autres femmes ont été enlevées

GRENADE dans une épicerie de Saint-Eugène

SIX BLESSES dont deux enfants

◄ **La « une » de *l'Écho d'Alger*, du 4 janvier 1957, donne une idée de la violence et de l'accélération de la vague d'attentats lancée par le F.L.N. sur les villes et le bled, au moment où Robert Lacoste va appeler Massu (le 7 janvier 1957) pour lui confier les pleins pouvoirs dans le Grand Alger.**

un nouveau comité fédéral mis en place

Dès le lendemain, le surveillant chef Kalission, de la prison d'Alger, qui rentrait chez lui au Clos-Salembier, était abattu de deux balles dans la tête par Mostefa Seguir. Le surlendemain c'était au tour de deux autres gardiens. Il y en eut sept. Bitat fit parvenir un nouveau message. « Stoppez tout. Ils ont peur et sont devenus très humains. »

Mais pour le C.C.E., ce n'était pas suffisant : il fallait faire régner l'insécurité à Alger.

Les Français d'en face

Yacef Saadi allait s'y employer.

Sur le plan politique, Abane, Krim, Ben M'Hidi, Dahlab et Ben Khedda étaient plus décidés que jamais à aller jusqu'au bout. Ils voulaient une victoire politique complète. L'autonomie en vingt ans, que Krim, Ouamrane et bien d'autres auraient acceptée en 1955 et même au début de 1956, c'était de l'histoire ancienne.

Ayant constaté que la répression qui s'abattait non seulement sur les militants, mais sur la population, loin de décourager les premiers révélait à tous la réalité de la guerre, que certains ne faisaient que découvrir, le C.C.E. opta délibérément pour une offensive de grande envergure sur tous les plans. Désormais, la devise fut : « Qui n'est pas avec nous est contre nous. » Les volontaires affluèrent dans les villes et dans les campagnes. Du côté français, on ne restait évidemment pas inactif. Actions, répression : l'engrenage ne devait plus s'arrêter.

Abane et ses camarades désiraient que ce tournant décisif de la révolution trouvât son équivalent en France même. Mais, en métropole, la situation était bien différente à de nombreux égards. Le F.L.N. n'y était pas encore bien implanté car il n'était pas parvenu à neutraliser ou éliminer ses rivaux du M.N.A. toujours fidèles à Messali Hadj et qui continuaient d'avoir une grande influence sur la majeure partie de l'émigration algérienne.

C'était le temps où les travailleurs algériens trouvaient incongrue la prétention du F.L.N. de vouloir être le représentant authentique et exclusif du peuple algérien. Ceux du F.L.N. avaient pourtant déployé une grande activité et une riche éloquence. Mais ils n'étaient pas nombreux et devaient affronter conjointement les messalistes et la police. Ils « tombaient » l'un après l'autre avant d'avoir réellement pu implanter leur organisation. Après Mourad Terbouche, un ancien militant du M.T.L.D. totalement dévoué au C.C.E., les services de la police judiciaire et de la D.S.T. de Paris appréhendèrent successivement tous les responsables : Gueras Abderrahmane. Foudil Ben Salem, Mechati Mohamed et Ahmed Doum. Après cette hécatombe, le C.C.E. envoya à Paris Mohamed Lebjaoui (membre du C.N.R.A. parlement du F.L.N.), proche d'Abane, pour prendre en main la Fédération de France du F.L.N.

Sa mission : porter la guerre en France! Plus tard, il écrivit : « Je devais monter des opérations de représailles dans les villes et les campagnes françaises chaque fois qu'un crime colonialiste d'envergure serait commis en Algérie. Pour tout Algérien abattu, un civil français devait l'être. Il s'agissait de sensibiliser l'opinion française à la réalité de la guerre, de lui faire comprendre qu'elle était responsable de ce qui se faisait en son nom en Algérie et qu'en continuant de fermer les yeux, elle finirait par en subir les conséquences. »

« Il faut du sang à la « une » de tous les journaux », avait dit Abane à Lebjaoui. Mais, outre que le F.L.N. n'était pas assez fort en France pour appliquer rapidement ces consignes, auxquelles il convient d'ajouter un autre ordre d'Abane : « Tuez Messali », Lebjaoui n'était pas convaincu de la justesse de ce combat-là. Deux mois après son arrivée en France, il était arrêté à son tour ainsi que son successeur, Salah Louanchi, Ahmed Taleb et la totalité du comité fédéral.

Bien entendu, après l'arrestation de tels responsables, le F.L.N. avait besoin d'une assez longue période pour les remplacer et tisser de nouveau les fils compliqués de la clandestinité devant une police de plus en plus subtile et efficace dans la « chasse aux yeux noirs ».

Une lutte sans merci

Pendant plusieurs mois la situation donna raison à la police et aux journaux qui clamaient que « le F.L.N. était démantelé ». Cependant, au début du mois de mars 1957, le C.C.E. parvint à mettre en place un nouveau comité fédéral, qui, lui, « tiendra » jusqu'à la fin de la guerre.

Sans sombrer dans un optimisme excessif, le gouvernement français pensait que la situation s'était améliorée en Algérie et qu'à tout le moins un répit lui était accordé. Il est vrai que la France avait eu fort à faire avec l'expédition et le fiasco de Suez et la crise du pétrole. Mais enfin, à quelque chose malheur est bon, puisque, retirant ses troupes d'Egypte, elle pouvait les envoyer en renfort en Algérie pour régler définitivement le problème. Parmi ces troupes, il y avait la division du général Massu qui allait à présent engager une lutte sans merci contre le F.L.N. et son C.C.E. insaisissable.

Abane s'apprêta à supporter le choc. Il multiplia les précautions pour lui et pour tous les responsables. Les réunions furent espacées, chacun ayant des directives suffisantes pour un trimestre.

Guerre contre guérilla : chacun de son côté s'installa et se prépara. **H**

Jacques SIMON



A.F.P.

CE COMMUNISTE NOMMÉ YVETON...

L'HISTOIRE de Fernand Yveton est directement liée à l'histoire des « Combattants de la libération », ces groupes armés constitués par le parti communiste algérien et intégrés, après l'échec des « maquis rouges » de l'Orléansvillois, à l'A.L.N.

Dans les derniers mois de 1956, le plus important de ces groupes, celui d'Alger, subit des pertes sévères. L'arrestation d'un *fidaï* de Belcourt amène l'arrestation de Ben Saddok, propriétaire de la villa de Birkadem où un certain nombre de bombes commencent à être fabriquées, et une perquisition, le 30 septembre, aboutit à l'arrestation des spécialistes en explosifs. La police ne parvient cependant à arrêter ni le chef de groupe, le docteur Sadok Hadjérès, un intellectuel qui est aussi un remarquable organisateur, ni ses principaux adjoints, entre autres Briki Yahia, ancien rédacteur à la rubrique sportive d'*Alger républicain,* Georges Acampora, ex-secrétaire d'une cellule du P.C.A. de Bab-el-Oued, quatre autres responsables locaux du P.C.A., Ferrugia, Félix Collizi, Ali Chérif et Maklouf, l'ébéniste Redouane Benani, le plâtrier Abdelazine Brahimi, l'instituteur André Castel, l'instituteur Abdelkader Guerroudj et son épouse, l'institutrice Jacqueline Guerroudj (celle-ci avait été mariée à un professeur de philosophie et la fille née de ce premier mariage, Danièle Minne, milite également à ses côtés).

Mis dans l'impossibilité d'utiliser les bombes, le groupe multiplie, en revan-

Fernand Yveton devait dire : « La vie d'un homme, la mienne, n'est rien. » Alger. Bab-el-Oued. Vu de la Bouzaréa, véritable belvédère de la ville.

J.-M. Dorveaux

un terroriste "nuancé" : il veut bien déposer sa bombe, encore faut-il que l'attentat ne fasse pas de victimes...

che, les attentats à la grenade et au pistolet. C'est lui qui, le 6 octobre, sur la route de Montplaisant à Bouzaréa, tire sur la voiture conduite par le caporal-chef Claude Happey et dans laquelle a pris place le général Massu, alors commandant des troupes aéroportées. C'est encore lui qui, le 29 octobre, incendie des stocks de liège appartenant aux Bouchonneries internationales.

Le Comité de coordination et d'exécution du F.L.N. est impressionné par ces attentats spectaculaires, et la violente diatribe lancée, le 20 octobre, à la tribune de l'Assemblée nationale, par Robert Lacoste, contre « ces communistes algériens qu'il faut réduire à l'impuissance », constitue, à ses yeux, le plus bel hommage qui puisse être rendu aux « Combattants de la libération ».

Estimant que « les équipes d'Hadjérès se débrouillent mieux que celles de Yacef Saadi », Abane et Ben M'Hidi donnent, début novembre, au leader F.L.N. de la Casbah, deux mots d'ordre précis : 1) A terme, « faire plus et mieux que les groupes de choc venus du P.C.A. afin d'éviter que l'influence communiste ne devienne trop forte au sein de la résistance algérienne ; 2) Dans l'immédiat, utiliser, dans l'intérêt de la révolution, l'efficacité des « Combattants de la libération » dans l'organisation des attentats et les aider en leur fournissant les bombes qui leur manquent.

Militant depuis l'âge de seize ans

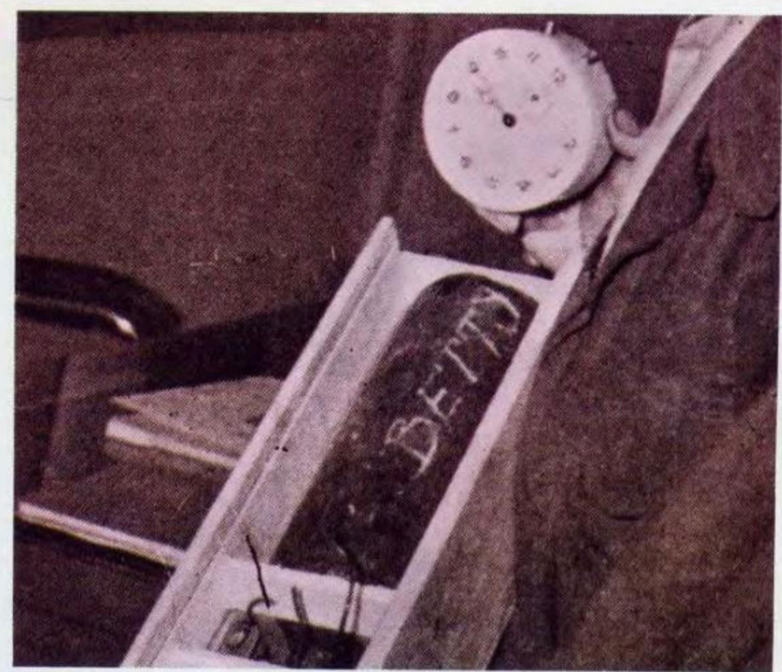
C'est dans le cadre de ces directives que Yacef Saadi noue des contacts – par des intermédiaires – avec Hadjérès et qu'Abderrahmane Taleb, le principal fabricant et fournisseur du « réseau bombes » de Yacef Saadi rencontre directement certains chefs des « Combattants de la libération » d'Alger. Ceux-ci acceptent d'employer « contre des objectifs ennemis », sous leur responsabilité et à leurs risques et périls, les bombes que leur livrera le réseau F.L.N. de la Casbah, mais ils précisent qu'ils recherchent d'abord l' « effet psychologique » et qu'ils veulent « éviter que les explosions ne fassent des morts et des blessés ». Ayant obtenu, sur ce point, l'accord des émissaires de Yacef Saadi, Hadjérès fait recruter – sur cette base politique – des volontaires décidés à poser des bombes à la date, à l'heure et selon les instructions qui leur seront fournies.

Un de ces volontaires est Fernand Yveton, fils d'un vieux communiste algérien et communiste lui-même depuis l'âge de seize ans. Travaillant à l'E.G.A. (Électricité et Gaz d'Algérie) et connaissant bien les lieux, il accepte de déposer une bombe dans l'enceinte de l'usine à gaz du Hamma, à Alger. L'opération, fixée pour le 9 novembre, est retardée de cinq jours, car, à la date d'abord prévue, les précautions prises pour que la bombe n'éclate pas trop tôt paraissent insuffisantes.

Le 14 novembre au matin, dans un appartement de Hussein-Dey prêté par un de leurs camarades employé à l'hôpital Mustapha, Ferrugia et Jacqueline Guerroudj rencontrent Abderrahmane Taleb, l'adjoint de Yacef Saadi, qui a été contacté par Abdelkader Guerroudj. Taleb a apporté non pas une bombe, comme on le lui avait demandé, mais deux. Il a, en revanche, bien réglé les engins ainsi qu'on le lui avait recommandé, pour que ceux-ci n'explosent pas au moment de la sortie des usines et des bureaux.



L'histoire d'Yveton est une des ▶ plus douloureuses de la guerre d'Algérie. Cet employé de l'usine à gaz d'Alger, dont les chefs diront qu' « il avait des idées avancées », passa brusquement des meetings de cantine ouvrière à la tragédie. On lui demanda de déposer deux bombes. Il en refusa une et choisit, pour l'autre, l'heure et le lieu. Une heure où, selon ses déclarations au procès, personne ne venait dans ce local-là. La bombe était réglée pour exploser après 18 heures. Yveton la remisa d'abord dans son placard. C'est son air affolé, son manque de sang-froid qui attirèrent sur lui l'attention et provoquèrent son arrestation.



Collection particulière

◀ Cette bombe, selon les déclarations d'Yveton, devait exploser entre 19 h 25 et 19 h 30, dans le quartier de Belcourt. Des barrages sont alors mis en place pour retrouver une femme blonde.

Jacqueline Guerroudj a pour mission de servir de relais entre Taleb et le volontaire chargé de commettre l'attentat qui a été décidé. Après avoir placé les deux bombes dans un sac de plage, lui-même enfoui dans un cabas à provisions, elle quitte l'appartement de Hussein-Dey à 12 h 30, se rend, en voiture, à son domicile, emmène avec elle son fils de quatre ans et demi, prend la direction du ravin de la Femme-Sauvage et trouve Fernand Yveton sur sa route, à l'endroit convenu.

Celui-ci proteste quand Jacqueline Guerroudj lui tend, avec le sac de plage, le papier sur lequel ont été inscrites les consignes qu'il doit appliquer. « Deux bombes, même réglées pour exploser après le départ de tout le personnel de mon usine, dit-il, cela double le risque qu'il y ait des victimes. J'ai accepté de poser une bombe, pas deux. Donne-m'en une et va rapporter l'autre aux camarades qui t'ont envoyée. Nous sommes sous leurs ordres, et c'est à eux de décider ce qu'il faut faire de l'engin supplémentaire. »

L'entretien se termine très vite. Yveton se rend à son travail, dépose la bombe, selon les instructions reçues, dans un vestiaire désert et quitte les lieux rapidement. Trop rapidement sans doute,



◀ **Dans les rues d'Alger, il y eut un bouclage monstre après l'arrestation d'Yveton. La police cherchait l'autre bombe. Il avait avoué qu'elle circulait en ville, dans le sac d'une « jeune femme blonde ». En réalité, elle était brune et elle finira par se débarrasser de l'engin, qui n'explosa pas, désamorcé à temps, fort heureusement.**

Collection particulière

car un contremaître trouve son attitude suspecte et donne l'alerte à la police.

Yveton est arrêté et emmené au commissariat de police le plus proche. Pressé de questions, il raconte ce qu'il vient de faire. Tandis que des artificiers se rendent au vestiaire de l'usine à gaz et désamorcent la bombe, Yveton, interrogé de plus en plus durement, déclare : « C'est une femme blonde arrivée en 2 CV qui m'a remis la bombe. Elle a gardé l'autre bombe qui doit exploser, dans le quartier de Belcourt, à 19 h 25, au plus tard à 19 h 30. Quant à moi, je devais évidemment rendre compte de ma mission à deux de mes chefs, dont j'ignore l'identité, et j'avais rendez-vous avec eux dans la soirée. »

L'employé de l'E.G.A. mélange, dans ses propos, le vrai et le faux. Le rendez-vous dont il parle est vrai, mais l'heure qu'il indique est fausse, ce qui permet à Briki et à Ferrugia d'échapper aux policiers qui arrivent une demi-heure trop tard au lieu indiqué.

« Arrêtez la femme blonde ! »

Yveton, d'autre part, signale l'existence de la deuxième bombe pour empêcher ses amis de faire sauter un engin dont l'explosion pourrait faire des victimes, mais il sauve Jacqueline Guerroudj en parlant, à son propos, d'une « jeune femme blonde conduisant une 2 CV », alors que sa camarade des « Combattants de la libération » est brune et qu'elle circule en Dyna.

Jacqueline Guerroudj, de son côté, agit avec sang-froid. Après sa rencontre avec Yveton, elle range dans son cabas la bombe laissée pour compte, sur laquelle elle fait asseoir, dans la voiture, son petit garçon. Elle conduit le gosse à l'école, fait ses cours, comme tous les

(Suite page 924)



F. Chauchet



Tamentout,
en Petite Kabylie, où est implanté le 51[e] régiment d'infanterie. Guerre et pacification. Un des profils de cette pacification, c'est la confiance rendue. Rassemblement de paysans kabyles.

▶ **YVETON**

en France, la gauche et l'extrême gauche devant le problème : terrorisme politique



Actualités Gaumont





S. Berthoud



▲
Dockers et travailleurs du port d'Alger fournissent au parti communiste algérien nombre de militants. Les dockers sont essentiellement embauchés en milieu musulman. Ils adhèrent au puissant syndicat, l'U.G.T.A.

(Suite de la page 921)

jours et, toujours accompagnée de son fils, reprend la voiture à la sortie de la classe, à 16 h 30, afin d'aller retrouver Briki et Ferrugia pour décider avec eux de la conduite à tenir.

Il faut qu'elle fasse vite, car la bombe a été réglée pour que l'explosion ait lieu à 19 h 25 et elle s'inquiète de voir la circulation ralentie par des fouilles.

C'est qu'à la suite de la déclaration d'Yveton, Paul Teitgen, secrétaire général des affaires de police à Alger depuis le mois d'août, et son adjoint, le commissaire Jean Builles, ont décidé de lancer une vaste opération dans la capitale. Toutes les voitures de police reçoivent le message suivant : « Attention ! Attention ! Une femme blonde se rend en 2 CV à Belcourt, avec une bombe dans son sac de plage. L'engin doit éclater à 19 h 25. Dirigez-vous vers Champ-de-Manœuvre et fouillez minutieusement toutes les 2 CV conduites par une femme blonde. Il faut arrêter à tout prix cette femme et désamorcer l'engin avant 19 h 25. »

Procès accéléré

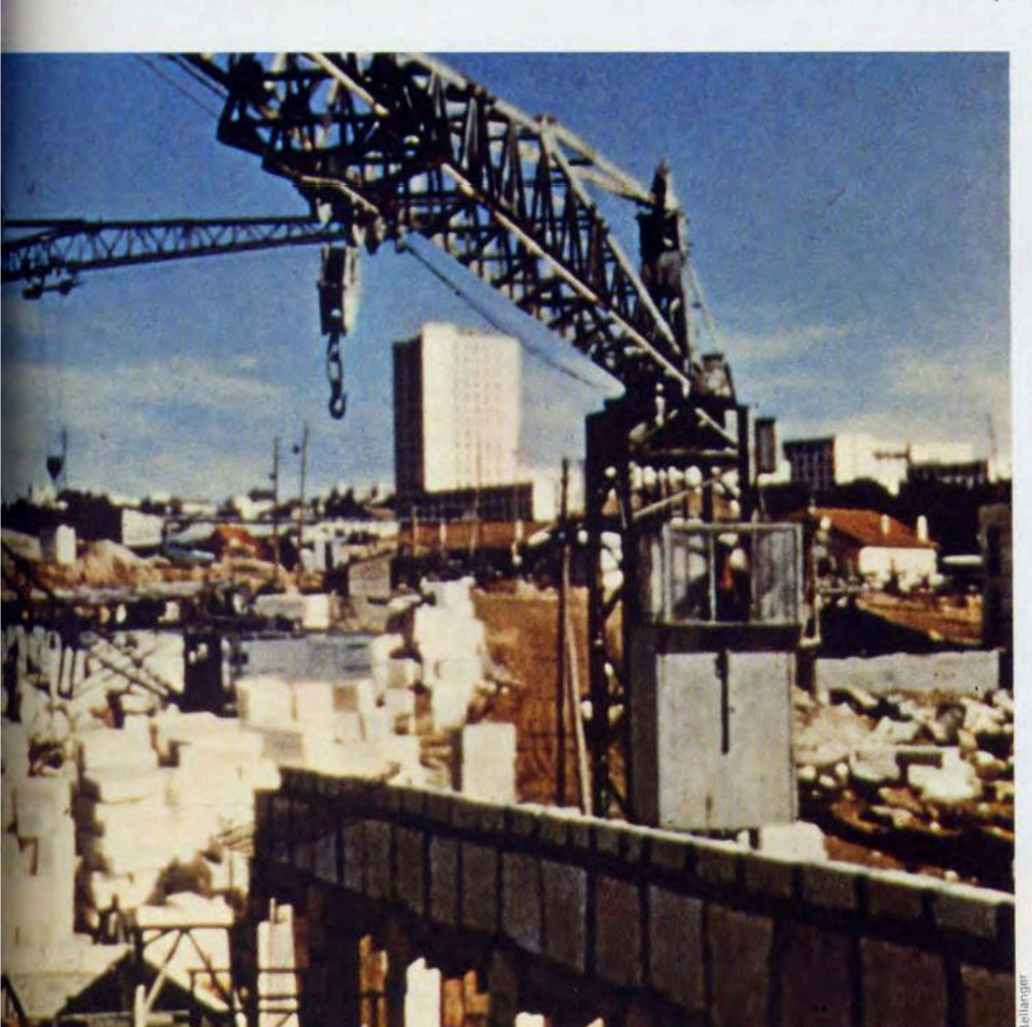
Brune, et, de ce fait, provisoirement insoupçonnable, Jacqueline Guerroudj, cependant, passe tous les barrages et retrouve Briki et Ferrugia, qui décident de se débarrasser le plus rapidement possible de la bombe encombrante.

A la préfecture, Teitgen et Builles suivent minute par minute les péripéties de la « chasse à la femme » qui marquera cette journée du 14 novembre, et ils poussent un soupir de soulagement lorsqu'ils constatent que l'explosion attendue ne se produit pas. « Le danger est passé, dit le secrétaire général de la police. Nous pouvons faire débloquer le quartier de Champ-de-Manœuvre, mais maintenant, tout doit être mis en œuvre pour que l'enquête sur cette affaire aboutisse à des résultats concrets. »

L'enquête sera effectivement fructueuse. Les policiers, qui ont déjà mis la main, le 1er octobre, sur les deux Algériens musulmans du commando de Georges Acampora responsables de l'attaque du commissariat de police et de l'incendie du garage des P.T.T. de Birmandreis, en juillet, lancent plusieurs « coups de filet » dans les milieux communistes – relativement restreints – de la région algéroise. Ils appréhendent de nombreux militants (dont Félix Collizi et Ali Chérif), en interrogent d'autres, remontent les filières. Ils arrêteront Abdelkader et Jacqueline Guerroudj fin novembre et, le 29 décembre, Briki Yahia, qui, en dehors

Danièle Minne, jeune militante communiste, qui rejoindra les réseaux terroristes de Yacef Saadi et dont la mère, Jacqueline Guerroudj, sera désignée, par Fernand Yveton, comme la fameuse « femme blonde » (en réalité brune) porteuse d'une seconde bombe, le jour où Yveton est arrêté. Yveton sera incarcéré à la prison de Barberousse et c'est dans la cour de cette prison qu'il est exécuté, le 11 février 1957. Sa mort pose le problème du « terrorisme politique ».

Diar es-Saada : la cité du bonheur, en chantier. Grand projet de cohabitation franco-musulmane. Diar es-Saada et Diar el-Mahçoul (surtout Diar el-Mahçoul, la promesse tenue) absorbèrent peu à peu les bidonvilles alentour. Non loin du Clos-Salembier, où Fernand Yveton habitait, 73, rue des Coquelicots. Il dira, lors de son procès, que c'est pour attirer l'attention du gouvernement français sur le fossé qui se creusait entre les deux communautés qu'il déposa sa bombe. ▼



Bellanger

de ses activités clandestines, s'occupe de la rédaction du *Travailleur algérien*, hebdomadaire de l'Union générale syndicale algérienne (U.G.S.A.), la centrale syndicale contrôlée par le P.C.A.

Fernand Yveton est jugé onze jours à peine après son arrestation, dans un climat passionnel.

Au cours de son procès, Yveton explique que les « Combattants de la libération » intégrés à l'A.L.N. ont voulu, au moment où s'ouvrait à l'O.N.U. le débat sur l'Algérie, frapper l'opinion publique algérienne, française et internationale par des attentats spectaculaires, mais que tous – et lui-même en particulier – ont le souci d'épargner des vies humaines et de ne pas faire de victimes innocentes. Le commissaire du gouvernement conteste formellement cette thèse. Il soutient que l'attentat contre l'usine à gaz a été organisé « avec intention de donner la mort » et il annonce qu'il demandera, pour cette raison, la peine de mort contre l'accusé. Les juges le suivront, finalement, dans ses conclusions.

En France, l' « affaire Yveton » pose à la gauche et à l'extrême gauche, d'une manière dramatique, tout le problème de la « violence révolutionnaire » et du « terrorisme politique ». Après de longs débats qui traduisent ses hésitations, le bureau politique du parti communiste français estime qu' « il serait inopportun, dans l'état actuel de l'opinion en France de cautionner l'initiative d'Yveton ».

La grâce est refusée

Yveton est condamné à mort, et l'absence d'un avocat communiste au banc de la défense, au cours du procès, est considérée par Robert Lacoste et Guy Mollet comme « un geste politique significatif ».

La direction du P.C.A. adopte, quant à elle, une attitude différente de celle du P.C.F. Elle se solidarise pleinement, dans le numéro de décembre de son bulletin clandestin *Liberté*, avec « le camarade Yveton ».

Abdelkader Guerroudj, Jacqueline Guerroudj et Abderrahmane Taleb, qui ont été également arrêtés, sont, comme Yveton, condamnés à mort, le 8 décembre 1956, par le tribunal permanent des forces armées d'Alger.

Le tribunal militaire de cassation d'Alger, constitué dans le cadre de l'application de la loi sur les « pouvoirs spéciaux », rejette leur pourvoi, le 9 janvier 1957, après une très courte délibération. Les Guerroudj sont les premiers enseignants condamnés à mort en Algérie. Une campagne en leur faveur s'organise dans les milieux universitaires et les milieux de gauche, et ils échapperont finalement à la mort, mais Yveton, lui, sera exécuté, début février, après que le président Coty aura rejeté son recours en grâce, tout comme celui d'Abderrahmane Taleb.

Il faut « pousser » le P.C.F.

C'est dans la cour de la prison de Barberousse, à Alger, que Fernand Yveton est guillotiné, en même temps que deux autres Algériens musulmans. Il déclare, en français : « J'espère que quelqu'un, ici, pourra faire connaître mon dernier message. Salut à tous mes camarades ! La vie d'un homme, la mienne, n'est rien. Ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir. L'Algérie sera libre demain. »

Évoquant, dans un bref commentaire, le sort d'Yveton et celui d'une trentaine d'autres Algériens condamnés à mort et guillotinés depuis novembre 1956, *Liberté* écrit, dans son numéro 17 (février), réduit à une seule feuille recto verso : « Fernand Yveton a été exécuté avec d'autres combattants de l'A.L.N. Il est mort avec courage, saluant son parti et son peuple, après avoir embrassé ses deux compagnons. Leur sang mêlé cimentera l'Algérie nouvelle. Leur mort et leur exemple galvaniseront l'Algérie nouvelle. » Un texte semblable est publié dans le journal du P.C.A. en langue arabe *El-Djezaïr el-djadida* (Algérie nouvelle).

Le comité central du P.C.A., qui s'est réuni clandestinement le 2 février, a envoyé un message au P.C.F. pour demander aux communistes français de prendre plus nettement position en faveur d'Yveton. Une légère satisfaction leur est donnée. Dans un article publié le 12 février dans *l'Humanité*, Étienne Fajon donne à Fernand Yveton le qualificatif de « militant courageux du parti communiste algérien ». H

Albert Paul LENTIN

◀ La Grande Kabylie. Capitale : Tizi-Ouzou. Crêtes et maquis. Des villages plaqués au sommet des crêtes, des points d'eau au fond des talwegs. Chaque bourg est une petite république en soi, avec une administration parallèle menée par un conseil des sages : la djemaa. Il jouera un grand rôle lors de la pacification.

Lugant



En Grande ▶ Kabylie, la guerre subversive trouvera un terrain préparé. Le F.L.N. va tenter de faire de chaque village une cellule. C'est en Grande Kabylie que se déroule l'affaire de la « force K ». Montée par la police, cette opération, reprise en charge par l'armée, était « pourrie » au départ.

Lugant

"AFFAIRE K" : L'ARMÉE DANS LE GUÊPIER DU DOUBLE JEU KABYLE

ALGER, printemps de 1956. Le mécanisme implacable de la guerre révolutionnaire bat son plein. Rapatrié sanitaire d'Indochine, j'épuise la sinécure d'un poste d'instructeur parachutiste quand, soudain, surgit l'événement...

« Je vous demande une réponse rapide, votre acceptation engage pour vous de lourdes responsabilités... » Le colonel poursuit : « Vous êtes chargé du contrôle et de la logistique de l'organisation « K ». Nous l'appellerons « affaire K ». Pourquoi K? Ses membres sont des Kabyles, son implantation porte essentiellement sur la Grande Kabylie. Ses effectifs actuels sont de 300 hommes environ, tous armés. Inutile de vous prévenir que tout ceci est secret. Le Gouvernement général a conçu le montage. Ce sont les services de police qui ont mis en place le mécanisme. En deux mots, voici l'historique de l'affaire. A l'origine, les principaux responsables de l'actuel mouvement appartenaient au P.P.A., certains à l'O.S. Au sein de ces organisations, l'antagonisme toujours latent Kabyles-Arabes a pris rapidement la forme d'une lutte ouverte. Les Kabyles formèrent un parti berbère. Ce « berbérisme » politique ne fit qu'envenimer le conflit et les services de police profitèrent de la situation pour noyauter les organisations.

» Mais les événements de novembre 1956 ont fait apparaître la faiblesse de certains réseaux d'informations. Le mou-

vement subversif actuel a de fortes relations avec l'extérieur. Mais ce qu'oublient ses chefs, c'est que l'Algérie est un pays d'origine berbère où les Arabes ne furent que des envahisseurs. Il existe d'importantes régions à peine touchées par l'influence arabe, notamment la Kabylie, où nous bénéficions de solides amitiés. Les Kabyles ont déjà obtenu des résultats encourageants et nous pensons étendre le mouvement berbère à d'autres régions, d'autant que les Berbères sont implantés dans des zones montagneuses et que la rébellion a besoin de refuges. L'armée française n'est pas adaptée à la guerre en montagne. Vous comprenez donc l'importance de votre mission.

Le duel arabo-kabyle

» Vous disposerez de 10 millions par mois, la solde de nos partisans. L'argent transitera par un compte que vous ouvrirez à votre nom au Trésor. Je vous demande la plus grande habileté dans une affaire aussi délicate. Le capitaine Benedetti vous présentera aux responsables kabyles. »

J'avais quarante-huit heures pour répondre. C'était bien plus qu'il ne m'en fallait. J'étais convaincu que l'avenir de l'Algérie passait par les musulmans et l' « affaire K » constituerait pour moi une manière de test.

Ma première rencontre avec un des « responsables » concerna Tahar Hachiche. Corpulent, l'air avantageux, dans les trente-cinq ans, Tahar, vêtu avec une certaine recherche, s'exprimait avec facilité, prenant des poses avantageuses. ▶



E.C.P.A.

◀ En Kabylie, où la fréquentation scolaire est indispensable pour travailler plus tard en France, le F.L.N. ravagera les écoles.

Dorveaux



Dans les bureaux du G.G., certains seuils étaient durs à franchir. Ceux des bureaux où se « cogitaient » des affaires très secrètes. ▶

tout commence par l'éternelle histoire des problèmes du cru, que personne ne comprend



◀ La tragédie des routes. Le colon qu'on attend au tournant d'un chemin de terre pour l'embuscade qui ne pardonne pas. Neuf balles dans le pare-brise. Ni vu ni connu. Quand la troupe ou les gendarmes arrivent, il n'y a plus qu'une voiture béante, un cadavre, un silence dévasté.

Coll. Laupa



« L'armée ne peut ▶ être partout, en Kabylie. Donnez-nous des armes, et nous qui sommes du pays, nous ferons la chasse au F.L.N. » On arma ainsi près de 300 Kabyles : la « force K ». L'expérience fut désastreuse et les armes distribuées aux « volontaires » passèrent peu à peu au F.L.N.

F. Chauchet



◀ Entraînement et opérations, tel est l'emploi du temps du groupement Hentic. Quelques éléments de la formation de l'opération « K » ou « Oiseau bleu » – pour les initiés – au cours d'une pause après la prise d'une rapide liaison radio avec les échelons subordonnés, camouflés dans la campagne !

Michel Bellan

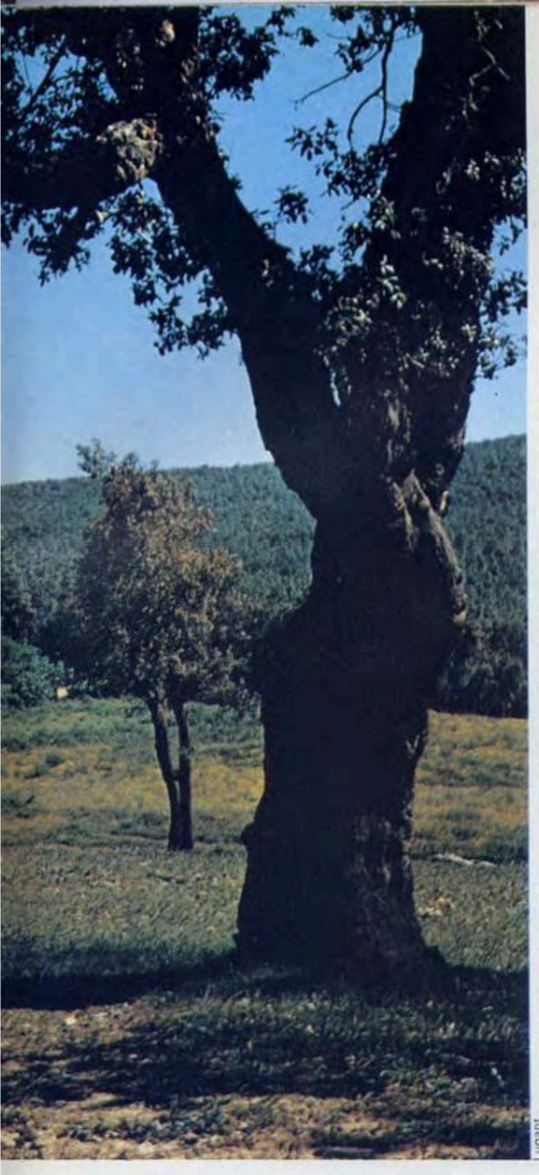
« Vous, les Français de France, vous n'avez jamais rien compris à nos problèmes à nous, Kabyles. Vous avez favorisé la politique arabe et encouragé l'islamisation de la Kabylie ; et maintenant, c'est Mendès qui s'en mêle et s'apprête à brader l'Algérie et la Kabylie à Nasser. Heureusement que les Kabyles sont là pour redresser la situation. Nous allons balayer la rébellion ici, puis régler la question du Maroc et de la Tunisie. »

Allumant une bastos, il poursuivit :

« L'armée française ne peut être partout. Les rappelés ne sont pas aguerris, ils ne savent pas travailler la nuit. Les « fells » jouent avec eux. Seuls, les Kabyles, connaissant bien le pays, sont en mesure de les tenir en échec, puis de les battre. Notre tactique est simple, nous avons armé de petits groupes de volontaires. Les déplacements des « fells » nous sont signalés de djebel en djebel selon des codes de signaux ancestraux. Déjà, nous avons de bons résultats. Nous ne voulons ni récompenses ni honneurs. Nous travaillons pour libérer notre pays de l'emprise arabe. L'armée française n'a qu'à opérer de jour, nous réservant l'action de nuit : progressivement, nous ferons tache d'huile. »

Baptisé « la Taupe »

A priori, l'impression était bonne. Rien ne permettait de douter du « zèle patriotique » de Tahar. Toutefois, je m'étonnai ingénument que ces accrochages nocturnes n'éveillassent pas... la curiosité des postes français. Pour Tahar, la réaction des militaires était simple : « Règlements de comptes entre bandes rivales ; laissons-les s'entretuer. » De fait, le M.N.A. tentait alors de conserver certaines implantations. D'ailleurs, les propos de Benedetti paraissaient confirmer l'efficacité de l' « organisation K ». Plusieurs embuscades avaient permis aux Kabyles d'abattre des rebelles et de récupérer des armes.





Lugant

Certes, aucun des cadavres laissés sur le terrain n'avait pu être identifié. Mais il s'agissait sûrement d' « étrangers », de propagandistes venus de l'Aurès. Quant à l'armement, il avait été laissé à l' « organisation K ». En outre, plus de 300 armes de guerre avaient été distribuées, fusils, mitraillettes MAS 7,65, le type de matériel détenu généralement par le F.L.N.

Le passé de Tahar paraissait aussi rassurant. N'entretenait-il pas de nombreuses relations avec l'armée et la police? Le F.L.N. ne lui avait-il pas incendié un car qu'il exploitait entre Alger et Tizi-Ouzou? Une seule ombre à ce tableau : Tahar avait « touché » au proxénétisme et des informations précises révélaient que le F.L.N. venait de prendre en main le contrôle des souteneurs de la région d'Alger.

En tout cas, j'avais carte blanche pour prendre les décisions que je jugerais utiles. J'avais posé comme condition première qu'aucune nouvelle livraison d'armes ne fût faite avant que j'eusse un peu pénétré les arcanes du mouvement. Le service avait donné son accord. Curieuse « boîte » que ce service. Le S.D.E.C.E. et la D.S.T. n'avaient pas voulu se mouiller dans une affaire manipulée au départ par des mains profanes, et c'est le service de documentation qui en avait hérité. Non sans humour, le capitaine Camous, un ancien du B.C.R.A., avait baptisé notre service « la Taupe ». Pseudonyme qui paraissait d'autant mieux choisi que l'antichambre du colonel était le repaire d'un lieutenant-colonel d'une surdité totale et d'une secrétaire à la myopie impressionnante...

Mouloud pose un lapin

A quelque temps de là, j'eus l'honneur de rencontrer Zaïdat chez Tahar, à Saint-Eugène. Les deux hommes offraient un vivant contraste. La quarantaine, sec, noueux, le nez busqué, une lourde moustache noire, Zaïdat dégageait une impression de force, de violence contenue. Ses yeux aux éclairs durs n'exprimaient jamais la joie, mais une austère passion. Il circulait à bord d'une « traction avant » avec tout le viatique nécessaire : laissez-passer, carte d'auxiliaire de la police, port d'arme... Au cours des discussions, Zaïdat s'opposait parfois à Tahar. Ils s'exprimaient en français, s'emportaient en kabyle, mais un secret langage des yeux laissait toujours la décision à Zaïdat.

En tout cas, celui-ci revenait toujours avec insistance sur les problèmes de l'armement et des munitions. Il réclamait, en particulier, des fusils mitrailleurs, assurant qu'il y allait du prestige du mouvement. Mais je me retranchais derrière des directives imaginaires du commandement, qui souhaitait moderniser la force K et je faisais miroiter la dotation prochaine de postes radio, mines télécommandées, fusils aux infrarouges. Je finis par les décider à m'envoyer, en formation, un opérateur radio qui recevrait également un entraînement de parachutiste.

Mais, au jour dit, sur le terrain de Blida, j'attendis en vain Mouloud, le premier candidat. J'appris que, la veille, il s'était fait ramasser au cours d'un bouclage de la Casbah. Je réussis à le récupérer au stade Saint-Eugène, où il arborait un magnifique œil au beurre noir. Le résumé de procédure radio qu'il détenait sur lui avait fortement intrigué les policiers! En tout cas, Mouloud, jugé intellectuellement inapte par Tahar, fut renvoyé en Kabylie.

Mon souci principal était d'obtenir de mes correspondants kabyles des renseignements politiques et militaires. Tahar en fournissait, paraît-il, d'excellents au 2e bureau de Tizi-Ouzou. Vérification faite, je dus constater que les renseigne-

les jeunes du contingent entrent à la dure école des commandos...



Sous l'œil des gosses fascinés, ce virtuose de la 27e division d'infanterie alpine (implantée en Grande Kabylie) donne son concert face aux djebels !

Coll. Gén. Allard

Si la « force K » se dispersa sur un échec cuisant pour l'armée, en revanche, les supplétifs (comme cette harka montée), encadrés par nous, restèrent loyaux.

ments donnés étaient exacts, mais inexploitables. C'est ainsi que les informations concernant les déplacements de Krim Belkacem, qui se taillait une légende de héros insaisissable, arrivaient toujours trop tard.

Le doute finissait par m'assaillir. Il me fallait pénétrer dans le mouvement, d'autant que j'avais besoin d'action et que je ne tenais pas à rester confiné dans le rôle d'intendant de l' « affaire K ». Il fallait constituer une force de pénétration et de contrôle capable de s'imposer aux partisans et de lever leurs doutes sur l'efficacité de l'armée française.

Mon choix se porta sur le 11e « choc », stationné en Kabylie et commandé par le colonel Decorse. Presque tous ses officiers avaient l'expérience de l'Indochine, où ils avaient été à l'origine des groupes de commandos mixtes aéroportés. On finit par m'accorder une section, ou plutôt un commando « tout-venant ». J'installai notre base à Tighzirt-sur-Mer, au pied de somptueuses forêts de chênes-lièges plongeant dans la Méditerranée.

Chaque jour, à l'aube et au crépuscule, les hommes se livraient à de mystérieux travaux de jardinage dans la propriété qui me servait de P.C. A la tombée du jour, ils tissaient un réseau de fils de nylon à travers allées et platesbandes, et le retiraient le matin avec des précautions de brodeuses de dentelle. Le dispositif commandait un réseau de mines. Pots de géranium et massifs fleuris opposaient un redoutable barrage à d'éventuelles curiosités nocturnes. Nos engins sortaient du magasin « farces et attrapes », où l'on assistait à d'étranges manipulations : pétrissage de plastic, confection de boîtes à ressort pour mise à feu électrique, chargeurs de F.M. 24-29 modifiés, *made in commando.*

L'instruction allait bon train dans une ambiance de kermesse. Les hommes collaient à leur mission. Il fallait leur apprendre à subjuguer l'adversaire, à maîtriser leurs réflexes, à tirer vite et bien comme dans les romans policiers, sans hâte et sans excès, décontractés. Les astuces, les vacheries, les coups tordus de la guerre subversive étaient soigneusement étudiés. Puis un groupe disparaissait dans la nature. Nous avions à proximité un magnifique terrain d'entraînement, la forêt de la Mizrana, entre Tighzirt et Dellys, véritable jungle qui dégringolait jusqu'à la mer. Quant à la formation psychologique, elle n'était pas négligée. Le professeur Servier, ethnologue, apportait son concours à nos séances d'information « Vie et connaissance de la Kabylie ».

Un petit cartable avec tout un bric-à-brac

En attendant, la forêt de la Mizrana n'allait pas tarder à nous apporter une surprise. Depuis deux jours, dans le cadre d'une lourde opération de bouclage-ratissage, plusieurs bataillons avaient fouillé le massif, sous la protection de l'aviation et de l'artillerie. Le bilan avait été maigre : quelques dépôts de vivres. Un fuyard attardé avait été abattu. Les rebelles s'étaient évanouis dans les fourrés, les caches profondes, les grottes ou abris souterrains.

Puis tout le remue-ménage avait cessé et, le troisième jour, les hommes du commando s'étaient retrouvés seuls dans la forêt, fondus dans les fougères et les lentisques. Sous le soleil implacable, la transpiration brouillait les yeux, marquait de stries noires les visages tendus. La dure école de la guérilla mordait tous les jours un peu plus sur des corps et



Holendre

des visages de vingt ans. Pour ces garçons, presque tous volontaires du contingent, il fallait apprendre à éteindre en soi la peur, la faim, le froid, la colère, le sommeil, l'impatience.

La quatrième nuit s'achevait lentement, ajoutant le découragement à la fatigue des hommes. Il allait faire jour et le silence radio serait bientôt rompu par l'ordre de repli. Le sergent s'était levé, s'étirant voluptueusement. Soudain, une explosion le plaqua au sol, à la renverse. Il y eut une violente bousculade dans l'étroit réduit. Une première rafale partit. Trop tard. Des ombres bondissantes disparaissaient dans le jour incertain. Un groupe rebelle venait de buter dans l'embuscade. L'homme de tête avait touché le nylon, déclenchant la mine. Il gisait par terre, renversé par la déflagration, le visage et les mains criblés de minuscules éclats.

Il portait en bandoulière un petit cartable avec tout un bric-à-brac : trousse de couture, galettes de pain, couteau à poinçon, fronde à élastique... Ce « jouet » constituait un redoutable détecteur d'embuscade. En cas de doute, l'homme de tête lançait un projectile dans l'espoir d'obtenir en écho, un tressaillement, un mouvement. La ruse réussissait couramment. Quant à l'examen des papiers, il nous apprit qu'il s'agissait d'un goumier déserteur, originaire de Tighzirt. Dans son portefeuille, il y avait une photo d'un groupe armé. L'image était nette. On y voyait un homme portant une mitraillette MAS-38 et il manifestait une singulière ressemblance avec Mouloud, mon candidat parachutiste d'Alger... L' « affaire K » prenait un nouvel aspect.

Épicier et maire !

Je me gardai bien de parler de Mouloud à Tahar et à Zaïdat, qui continuaient à me harceler avec leurs demandes d'armes. Je finis par obtenir d'eux la liste des partisans avec le numéro correspondant des armes mais sans localisation. Je demandai également la livraison d'un prisonnier, même blessé, capturé au cours d'une embuscade par les partisans K. En attendant, toutes les soldes seraient supprimées. Le doute, l'angoisse finissaient par me gagner.

Il y avait pourtant quelques raisons de croire encore. Dans le douar Ifflissen, à quelques kilomètres de notre camp, une compagnie de chasseurs alpins était implantée dans un poste commandé par le capitaine M... Dans le même secteur, 40 à 50 partisans de la « force K » patrouillaient la nuit. A leur tête, un homme étrange, El-Toumi, épicier et maire du village. Il avait réalisé plusieurs embuscades « payantes ». La dernière avait laissé cinq rebelles en uniforme sur le terrain. El-Toumi réclamait à cor et à cri un armement plus puissant et le capitaine M... avait fini par céder, lui remettant un fusil mitrailleur, des mitraillettes Thompson, des fusils de guerre, sans compter un pistolet signaleur à fusée : « Si vous sentez du dur, envoyez une fusée rouge et nous foncerons à votre secours ! »

A l'époque, une frénésie de distribution d'armes s'était emparée des autori-

UN COMMANDO.

Tous sont européens. A gauche, le caporal-chef Roger Holeindre. A droite, le commando du 8e régiment de parachutistes coloniaux. Pour des « coups » terriblement périlleux, ils prendront l'allure de « fells », et se feront passer pour tels, dans la chasse au renseignement. Opérations « payantes ».



Holeindre

des cadavres M.N.A. dans le rôle des victimes F.L.N. de la "force K"

tés. Au cours de séances de « ralliement », à grand renfort de défilés et d'écharpes tricolores, on distribuait des centaines de fusils de chasse avec les munitions. La « pacification » marchait alors au galop et chacun avait créé sa petite affaire K.

Mes hommes attendaient avec impatience le moment où ils travailleraient en équipe avec les Kabyles. Personnellement, je n'y croyais plus et je sentais confusément que nous étions joués. Mais il fallait démontrer la duplicité des Kabyles ou, à défaut de « flagrant délit », apporter des preuves. Il fallait surtout tenter de récupérer les armes à la faveur d'un rassemblement de partisans sans éveiller leur méfiance. C'est pourquoi je continuai à jouer le jeu. L'armement technique serait remis aux partisans. Le commando assurerait l'instruction et s'installerait dans un coin retiré. L'emplacement choisi par les chefs kabyles me laissa songeur. Situé au sud-est de Tighzirt, à proximité de la forêt d'Aberrane, il était difficile d'imaginer un plus beau coupe-gorge. Il n'y avait même pas d'eau à proximité.

« Tout comme l'Auvergnat, le Kabyle est français »

C'est dans ces conditions que je fus soudain convoqué par le général commandant la zone de Grande Kabylie. Un coup dur venait de se produire. A Timerzouguène, en plein jour, la corvée d'eau d'une compagnie de rappelés était tombée dans une embuscade. Nous avions perdu dix hommes et leur armement, dont un fusil mitrailleur. Les partisans de l' « affaire K » qui opéraient dans le secteur paraissaient surpris et pensaient qu'il s'agissait de l'action d'une bande venue d'une autre région. Balayant mes objections, le général me demanda de partir aussitôt avec mon commando pour Timerzouguène et de prendre contact avec les partisans.

Quelques jours plus tard, toute mon unité se trouvait sur place, sous la tente. La compagnie de rappelés s'était casée tant bien que mal dans le « dur », après avoir abandonné le poste qui lui avait coûté quatre mois de travail obstiné. Mais il avait été jugé « trop en l'air ». Pourtant, il ne se trouvait qu'à un kilomètre du village ! Il est vrai que la région offrait des traces édifiantes de l'activité des rebelles. « Oh ! dis donc, criaient mes gars, vise les poteaux ! Et les fils ! Et la bicoque ! Tiens, le car a cramé ! » Tous les poteaux téléphoniques ou électriques étaient à terre, qu'ils fussent en bois, en fer, en béton, sciés, cassés, tordus, dans un fouillis de fils enchevêtrés. Toutes les écoles, tous les locaux administratifs étaient incendiés. La carcasse d'un car, criblée de balles, gisait au bord de la route. Les affiches du service de propagande avaient été lacérées. Sur l'une d'elles, on pouvait cependant lire : « Tout comme l'Auvergnat et le Breton, le Kabyle est français. »



Oudinot

Le 11e régiment de « choc », auquel appartenait le capitaine Hentic, bivouaque quelque part en Grande Kabylie. Hentic, pour contrôler et pénétrer l' « affaire », demanda l'appui du « choc » : « On finit par m'accorder un commando « tout-venant... »

Avec le fragile espoir de mettre en défaut la méfiance des Kabyles, mon commando avait pris un air insolite. Aux « léopards », bien sanglés dans leur tenue, propres et bien rasés, le béret modelé en subtiles retouches, s'était substituée une bande de troufions à l'aspect négligé, mal fagotés, la musette en bandoulière avec le litron de rouge.

Les premiers jours furent calmes. Le couvre-feu interdisait la circulation de 20 heures à 6 heures. Tous les soirs, un gradé du poste, comme des centaines d'autres à la même heure, tirait une barrière de barbelés et mettait une chaîne cadenassée... symbole d'une guerre mal comprise. Les contacts avec la population étaient nuls. Seuls visiteurs, l'ancien combattant et le fou. Le premier, affublé d'une vieille veste d'uniforme, se promenait, croix de guerre et commémoratives au côté. Il saluait dans un garde-à-vous impeccable : « Tirailleur Madani, matricule 4212. » C'était grotesque et touchant. Le malheureux ne devait pas se priver de rapporter aux rebelles ce qu'il avait vu puisqu'en service commandé. Personne n'était dupe, mais on jouait le jeu par pitié. Quant au fou, il se prenait tour à tour pour Victor Hugo ou Napoléon. Il fumait, buvait du vin... mais sa qualité d' « être inspiré » le mettait à l'abri de toute représaille. Au cours d'un contrôle, il avait pris la direction des opérations : « Y en a qui n'ont pas la conscience tranquille là-dedans ! J'en connais qui ont attaqué le car ! Celui qui a tué le garde champêtre n'est pas loin ! »

Tahar reste muet

En tout cas, l'incertitude persistait. Au cours d'une rapide liaison par hélicoptère à Alger, je rencontrai Tahar. Sur l'attaque de Timerzouguène, il se révéla incapable de dire quoi que ce fût de précis. Son service de renseignements marchait toujours aussi mal. Il n'avait



toujours pas la liste de l'armement avec son affectation locale. La dispersion des groupes en était la cause. Je lui fis part du mécontentement du commandement qui maintenait la suspension des soldes. En le quittant, j'eus le sentiment que le dénouement approchait. Il fallait désamorcer la bombe K, mais personne ne connaissait le mécanisme de l'allumage...

En attendant, tous les soirs, le commando partait en « observation ». Bientôt, les hommes passèrent deux ou trois jours dehors, changeant toutes les nuits d'emplacement, multipliant pièges et embuscades, menant la vie dure aux rebelles. Un matin, on put constater que la route des crêtes avait été coupée selon la méthode des « touches de piano » déjà utilisée par le Viet-Minh, avec des excavations de forme géométrique. Nous rebouchâmes les trous, non sans prendre la précaution de placer quelques mines à relâchement qui, sans gêner la circulation, exploseraient dès qu'elles ne seraient plus comprimées par les pierres. Quelques jours plus tard, deux explosions simultanées nous signalèrent qu'il se passait quelque chose sur la route... Avant l'aube, le commando était sur les lieux. Quelques djellabas, babouches et manches d'outil abandonnés attestaient de l'efficacité de la

Avec les hommes de son « commando tout-venant », des recrues, Hentic va s'installer à Tighzirt-sur-Mer, une plage de Kabylie. Là commencera, pour les jeunes du commando, un entraînement difficile avec « les vacheries, les astuces de la guerre subversive ».

méthode : nous n'entendîmes plus parler des cantonniers nocturnes.

De magnifiques drapeaux tricolores se mirent à flotter sur les sommets. Des panonceaux portant toute la propagande de nos services surgirent au carrefour des pistes. Les Kabyles s'en écartaient avec respect. Prudence justifiée : les mâts, ainsi que les supports des panneaux étaient minés ! Les unités en opération ou en exercice constituaient pour les rebelles une source non négligeable de récupération de munitions. Fréquemment, des hommes laissaient tomber par mégarde un chargeur ou une grenade.

Je sens le piège

Les commandos se mirent à leur tour à perdre des munitions, mais d'un genre spécial. Les balles explosaient dans le canon du fusil, les grenades sautaient dès le lâcher de la cuillère...

Une nuit, vers 1 heure, de violentes explosions se répercutèrent dans la montagne. Renseignements pris, c'étaient les maisons de chefs rebelles qui sautaient. Les explosions retentirent pendant deux jours... Je m'étais fait remettre la liste d'une quinzaine de rebelles connus ayant participé à des attentats. Nous aussi, nous commencions à régler nos comptes...

Notre action commençait à se montrer payante. Dans les villages et surtout dans la montagne, à l'hostilité muette des premiers jours avait succédé un courant d'échanges, timides d'abord, presque amicaux par la suite. A défaut de sympathie, nous forcions la considération. J'étais plus que jamais décidé à pousser l'action jusqu'aux limites de la rupture pour faire « perdre la face aux rebelles et aux partisans K ». Il fallait leur montrer que nous n'étions pas dupes et les obliger à réagir. Mais j'eus soudain une véritable révélation. Si Tahar n'était pas en mesure de nous montrer un blessé rebelle, si les partisans K n'avaient jamais sollicité ni soins ni hospitalisation, c'était de toute évidence qu'il n'y avait jamais de blessés. Les brillantes embuscades qui nous avaient abusés jusque-là n'étaient que des assassinats avec truquage et mise en scène macabre. On assassinait des prisonniers de factions hostiles, M.N.A. de préférence.

◀ Une jeep du 11e « choc » en balade, sur une route de Grande Kabylie, près des Beni-Douala. Un ancien para, le capitaine Georges Oudinot, troquera le béret rouge contre le képi bleu des officiers S.A.S. Il sera le « patron » de la S.A.S. des Beni-Douala.

Le « choc » « nomadise » en Grande Kabylie. C'est en 1956. L'année où Krim Belkacem et Ouamrane organisent leur wilaya 3. Guerre sans visage. Les écoles brûlent, les cars flambent. Ici, la halte, avant une nouvelle mission.

Oudinot

"c'était le traquenard, la trahison ouverte; leurs mitraillettes retournées contre nous."

C'est alors que les événements se précipitèrent. Benedetti m'avait demandé de passer à Alger. Tahar, Zaïdat et un autre Kabyle se trouvaient en clinique, à la suite d'un accident de voiture... J'appris par une infirmière que les trois hommes avaient exigé d'être mis dans la même chambre.

Deux jours plus tard, je me retrouvai en embuscade avec mon commando sur la route des crêtes. Vers minuit, une violente fusillade éclata vers le douar Ifflissen. On percevait l'action d'un fusil mitrailleur, des fusées rouges montèrent dans le ciel. Puis le combat se révéla très intense avec l'entrée en action d'une 12,7. Le poste français intervenait. J'envoyai une quinzaine d'hommes vers l'accrochage, leur recommandant la plus grande prudence, pressentant le pire. Vers 5 heures, je recevais le premier bilan. Les Kabyles avaient attiré le poste du capitaine M... dans un traquenard. Ils avaient simulé l'accrochage, tiré des fusées d'alerte. Le capitaine était gravement atteint. Il y avait des tués et des blessés. C'était la trahison ouverte.

Dans la matinée, j'en recevais confirmation par le capitaine Camous, venu d'Alger. Une lettre venait de parvenir au Gouvernement général :

Monsieur le ministre,

Vous avez cru introduire, avec l' « affaire K », un cheval de Troie au sein de la résistance algérienne. Vous vous êtes trompé. Ceux que vous avez pris pour des traîtres à la patrie algérienne étaient de purs patriotes qui n'ont jamais cessé de lutter pour l'indépendance de leur pays et contre le colonialisme. Nous vous remercions de nous avoir procuré des armes qui nous serviront à libérer notre pays.

C'était le 1er novembre 1956...

Cela faisait mal comme un coup de cravache. Cette sanglante mystification nous coûtait près de 400 armes de



Il faut « ouvrir » le massif kabyle, tracer des pistes ▶ là où il n'y a que des rochers. Créer des chantiers. Occupation pour les *disoccupati* du coin, mais aussi facilité pour passer à la phase pacification.

E.C.P.A./Coll. Gén. Allard

Oudinot

guerre et autant de fusils de chasse. Le préjudice moral était immense. L' « affaire K » avait étouffé et détruit toute velléité de ralliement des populations, mettant le comble à leur déconsidération à l'égard de nos moyens. Sous son couvert, le F.L.N. avait éliminé les militants des partis rivaux et ceux qui s'étaient compromis avec nous. Une réaction immédiate s'imposait. Le commandement était décidé à employer les grands moyens. En une nuit, le bouclage fut en place, le 3ᵉ R.P.C. et le 15ᵉ B.C.A. devaient plonger dans l'enceinte...

« Sale race ! Sale race ! »

C'est l'aube. Le dispositif est en place, les gladiateurs pénètrent dans l'arène. L'orage couve, tout semble plaqué au sol, alourdi d'une chape étouffante. Le commando se déplace lentement, stick par stick. Les hommes se diluent dans les lentisques et les chênes verts. Les opérateurs radio fouillent les ondes. Soudain, on apprend qu'un groupe de liaison vient de tomber dans une embuscade. Un sergent tué, deux blessés. J'obtiens l'autorisation de me porter vers eux. La progression reprend, rapide. Mais le sang circule plus vite, les tempes battent plus fort. L'épaisseur des frondaisons obscurcit brusquement la visibilité, et le sentier disparaît dans un soupirail de sous-bois.

Le capitaine scrute les lieux. On aperçoit les jambes du sergent, face contre terre, le buste caché. Un grondement familier fait tourner les têtes. Rusk, le chien policier du peloton de Makouda, tire sur sa laisse. C'est un chien d'attaque. Grondant, le poil hérissé, il s'élance en bonds puissants. Mais la fusillade éclate. Fauché, il boule sur lui-même et roule jusqu'au sergent. C'est alors que brusquement, jaillit d'un buisson, trente mètres en contrebas, un homme, mitraillette au poing, en tenue camouflée, chapeau de brousse. Le visage tordu de haine, il avance, tirant à la mitraillette comme à l'exercice, crachant une imprécation : « Sale race ! Sale race ! » Pétrifiés, les hommes du commando ne réagissent pas. Rompant l'envoûtement, l'un ▶



Galbraud

La guerre des grottes. L'Algérie en est truffée.▶ L'armée de la guerre d'Algérie se trouvera devant les mêmes difficultés-grottes que l'armée de la conquête de l'Algérie. Mais les moyens ont changé.

il faudra se battre, les Kabyles fuiront: 130 "fells" sont tués

d'eux lance une grenade. Toutes les armes crépitent. L'homme s'estompe.

Maintenant, cinq sticks s'acharnent sur la position. Les grenades offensives tournent en l'air comme des toupies, les défensives roulent lentement, ricochant, hésitantes. Les fusils « lance-patates » arrosent les failles en tir direct. Des éclats brûlants retombent çà et là. Des hommes revêtus d'un gilet pare-balles se glissent le long des rochers, « couverts » par le feu roulant d'un appui. On discerne d'étroits couloirs qui crachent la mitraille. Plusieurs blessés sont allongés. L'effectif du commando fond. Des vrombissements puissants se font alors entendre. Des hélicoptères se posent. Ils amènent en renfort une

C'est le chien du poste de garde, sur un piton, en ▶ Grande Kabylie. Les chiens kabyles seront les victimes désignées de cette guerre. Les rebelles les tueront pour qu'ils n'aboient pas la nuit, à leur approche.

équipe spéciale du génie, de redoutables soldats rompus aux attaques de grottes et aux combats rapprochés. Un ultime appel est lancé aux assiégés. Un flot d'injures en arabe, kabyle, français, lui répond. Avec un calme olympien, l'adjudant Arnaud lance plusieurs bangalores. Les explosions crèvent les oreilles, se succèdent à un rythme accéléré aux effets destructeurs. D'énormes roches se soulèvent, une pluie de pierres s'abat à l'entour.

Dès l'arrêt des explosions éclate un concert de rafales brisant la progression des hommes bariolés. Contre toute attente, les Kabyles se sont repris. Les hommes sont épuisés, silencieux, assommés de fatigue et de chaleur. Ils ont retiré leur gilet pare-balles, défiant le sort, poitrine nue. La nuit tombe, il faut songer à s'organiser. Mais l'explosion d'une grenade et une rafale de mitraillette nous font sursauter. Exaspéré par l'indécision du combat, les nerfs à vif, un ancien des F.F.L. et des S.A.S., le sergent-chef Sabattier, s'est engagé en courant dans le couloir encombré d'éboulis. A son tour, il vient de tomber.

Tout sombre dans un silence lourd. Un engourdissement insidieux fait son œuvre. Soudain, c'est l'arrachement. Les corps douloureux sont à nouveau projetés dans la fournaise. Les survivants du réduit tentent une sortie. Appliquant la tactique de la boule de feu, ils se jettent en coup de boutoir sur un même point. La plus grande confusion règne, les armes se déchaînent. Trop tard, la percée a réussi. Les Kabyles se sont évanouis dans la nuit, emportant deux mitraillettes.

L'aube se fait lentement, apportant l'ultime assaut. Pris à revers, les défenseurs succombent. On retrouve le corps de Sabattier affalé sur un rocher. Des cadavres jonchent le sol, portant d'affreuses blessures. Des lambeaux de tissu brunâtre sont plaqués aux parois révélant les terribles effets des bangalores. Les hommes glissent, courbés sous la voûte des rochers, retenant leurs nausées. Au moment de l'assaut final, il y avait 26 morts et agonisants. On ne peut que saluer ces combattants dont nous ignorions tout. L'opération est arrêtée le lendemain. Au total, 130 rebelles tués, autant d'armes récupérées. Nous perdons 20 hommes. Parmi les derniers « fells » abattus, un chef de groupe, fusil « garant » à la main, un sifflet de bakélite verte pendu à son cou... H

Témoignage du capitaine HENTIC

Chauvin-Buthaud

CHRONOLOGIE

Février 1957

FRANCE

2 : vote de la loi-cadre sur l'Afrique noire.
4 : grèves tournantes à Électricité et Gaz de France.
14 : augmentation des traitements des fonctionnaires.
25 : Guy Mollet et Christian Pineau à Washington.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : le Yémen déclare qu'Aden fait partie de son territoire.
4 : reprise des relations égypto-irakiennes.
8 : communiqué américano-saoudien sur la base de Dhahran.
9 : Mohammed V, sultan du Maroc, en visite à Madrid.
13 : abrogation du traité anglo-jordanien.
15 : l'Assemblée générale des Nations unies vote une motion de conciliation sur l'Algérie. Controverse franco-marocaine sur la frontière mauritanienne; les forces françaises sont attaquées par l'Armée de libération marocaine.
18 : le président Bourguiba demande le départ des troupes françaises de Tunisie.
22 : le roi Séoud d'Arabie en visite à Tunis.
24, 27 : conférence des « quatre grands » arabes au Caire.
26 : la Jordanie accepte l'aide des États-Unis.
27 : rajustement de la frontière irano-soviétique.

AMÉRIQUE

2 : communiqué anglo-américain sur les problèmes de défense.
3 : Luis Somoza élu président de la République du Nicaragua.
20 : déclaration du président Eisenhower sur les garanties à Israël.

ASIE

1er : le Japon normalise ses relations avec les démocraties populaires.
4 : signature d'une déclaration sino-ceylanaise.
14 : le Pakistan accepte l'aide des États-Unis.
Négociations sino-américaines à Genève.
15 : visite du maréchal Joukov à Rangoon.
21 : plan Soekarno pour l'union nationale indonésienne.
Vote d'une résolution du Conseil de sécurité sur le Cachemire.
23 : débat sur la question de l'Irian (Nouvelle-Guinée occidentale) à la commission politique des Nations unies.
25 : Nobusuke Kishi, premier ministre du Japon.
26 : accord commercial anglo-japonais.

EUROPE

6 : le général Speidel, ancien adjoint du maréchal Rommel en 1944, commandant des forces terrestres du Centre-Europe de l'O.T.A.N.
11 : dévaluation du zloty polonais.
Déclaration soviétique sur le Moyen-Orient.
Signature d'un accord commercial franco-soviétique.
15 : Andréi Gromyko, nommé ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. en remplacement de Chepilov.
25 : le général Franco remanie son gouvernement.

LA SEMAINE PROCHAINE



1957: DE GAULLE A HASSI-MESSAOUD

Sommaire du n° 224 :

- **Face à la rébellion**

Lorsqu'il prend son commandement à l'aube de 1957, le général Salan trouve une rébellion qui a pris son deuxième souffle. La mise en application des décisions du « congrès de la Soummam » a, en effet, donné un surcroît de cohésion et de combativité aux bandes armées.

- **Bigeard : un nouveau style**

Parmi les chefs que la guerre d'Indochine avait forgés, il s'en trouve un sorti du rang : Bigeard. Sur les pistes du Nord-Ouest tonkinois, dans la jungle de la haute région, il avait tenu les Viets en échec. Plus tard le 3e R.C.P., qu'il avait formé, devait, en Algérie, être d'une redoutable efficacité dans la lutte contre l'A.L.N.

- **Échec d'une grève**

La grève générale décidée par le C.C.E. tourne court. Elle met en situation difficile les dirigeants du F.L.N. qui, jusqu'à la fin janvier, avaient trouvé un asile sûr à Alger, dans la Casbah.

- **De Gaulle et les derricks**

Ignoré du gouvernement, le général de Gaulle reprend contact avec l'Algérie au cours du premier trimestre de 1957. Français et musulmans lui confient alors tout l'espoir qu'ils mettent en lui pour trouver une solution à la guerre d'Algérie.

- **Hassi-Messaoud**

Une nouvelle capitale est née dans le désert. En dix-sept mois le fabuleux trésor découvert bouscule des millénaires de solitude.

NOTE DU SERVICE DES ABONNEMENTS

Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194, premier numéro de notre nouvelle série, la « Guerre d'Algérie », ou à partir du numéro en cours de publication.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 223 - 10 avril 1972.

L'ÉCHO D'ALGER
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — 20, rue de la Liberté
— Trois éditions quotidiennes — 15 FRANCS — Téléphone : 373-80 à 85
Mardi 29 Janvier 1957

LES ÉCHANGES DE VUES COMMENCENT AUJOURD'HUI AU SEIN DES GROUPES

Accord possible sur certains points de la lettre "algérienne" de M. Guy Mollet

L'élection du premier secteur a marqué l'approbation de la politique suivie en Algérie

DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE

PARIS. — C'est aujourd'hui que la plupart des groupes vont se réunir pour délibérer une première fois sur la réponse qu'il convient de faire à la lettre du président du Conseil sur l'Algérie.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il y aura, dans les jours qui viennent, des entretiens à l'Hôtel Matignon, puis des comptes rendus d'entretiens au Palais-Bourbon, les uns et les autres très approfondis.

Divergences sur les « liens indissolubles »

SUITE EN PAGE 3

TOUS LES SERVICES ONT FONCTIONNÉ NORMALEMENT

Deux Européennes *la mère et la fille* auraient été arrêtées à la suite des attentats de samedi rue Michelet

INFORMATION PAGE 8

Echec à la grève lancée hier en Algérie par le F.L.N.



Plusieurs magasins ont dû être ouverts de force

Certains individus se sont livrés à d'inexcusables scènes de pillage et plusieurs d'entre eux ont été arrêtés

3.000 Français musulmans ont demandé a reprendre le travail et la reprise a été très nette au cours de l'après-midi

INFORMATIONS EN PAGE 8

Après avoir visité le « Georges-Leygues »

M. Robert LACOSTE a fait l'objet hier en ville d'une manifestation de sympathie

INFORMATION PAGE 10





L'affaire des bombes d'Yveton

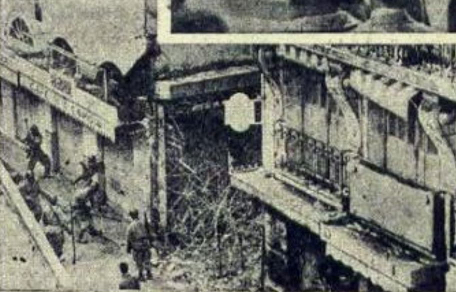


Mme NETTER-GUERROUDJ arrêtée et écrouée à Barberousse

C'est elle qui a remis à Yveton les bombes "Betty" et "Jacqueline"

Cette dernière était primitivement destinée à un attentat contre le président FROGER

INFORMATION PAGE 8



ENTRE le Champ de Manœuvre et la caserne Pélissier

Circulation interdite aux véhicules de plus de 13 CV

STATIONNEMENT INTERDIT AUX USAGERS travaillant et habitant dans ce périmètre

INFORMATION PAGE 8

Trois autres tueurs du Clos-Salembier auteurs de cinq attentats arrêtés par la police judiciaire



AUX NATIONS UNIES

OUVERTURE AUJOURD'HUI ou demain du débat sur l'ALGERIE



LES « COMMANDOS » DE LA COLONIALE ONT DÉFILÉ A HUSSEIN-DEY





Nouvelle série d'arrestations à Oran

Une centaine de terroristes F.L.N. capturés

Parmi eux figurent le docteur MEDJHER et deux agents de police félons

INFORMATION PAGE 8



Le couvre-feu reste fixé à minuit sur l'axe routier Alger - Maison-Blanche

Les mesures prises par le commandement militaire avec l'accord du ministre résidant pour faire échec à la grève générale décidée début janvier par le F.L.N. ne font pas oublier aux Algérois l'attentat Yveton. Une nouvelle affaire de bombe mais cette fois déposée par un Européen, militant communiste né en Algérie et en liaison avec les groupes terroristes pro F.L.N.